

# A LA LUMIÈRE D'ESCLARMONDE

LA DÉMOCRATIE  
PEUT-ELLE FAIRE L'IMPASSE SUR LA CULTURE ?



Jean-Claude Latil

Je remercie Nicole Latil Nivelles pour nos fructueux échanges de vues,  
qui font de ce travail une œuvre commune,  
ainsi que pour son patient travail de correctrice.

## Préliminaire

Extrait de la Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles.  
Conférence mondiale sur les politiques culturelles  
Mexico City, 26 Juillet – 6 Août 1982

La culture dans son sens le plus large est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.

Au plan individuel, la culture est l'ensemble des connaissances acquises, l'instruction, le savoir d'un être humain.

Au plan collectif, la culture représente également l'ensemble des structures sociales, religieuses, etc., et les comportements collectifs tels que les manifestations intellectuelles, artistiques, etc., qui caractérisent une société.

La culture comprend ainsi trois grands groupes de manifestations : l'art, le langage, la technique.

Par extension, en biologie du comportement, la culture désigne tout comportement, habitude, savoir, système de sens appris par un individu biologique, transmis socialement et non par héritage génétique de l'espèce.

Le texte ci-dessus reproduit l'introduction de l'article sur la culture UNESCO) consultable sur le site : <http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=5826>

## Esclarmonde

Je ne m'attends pas à ce que vous me croyiez... Et j'ai pourtant un évènement extraordinaire à vous relater. Une histoire vraie : le récit qui suit est l'exacte relation de ce qui m'est arrivé il y a quelques temps.

J'ai passé ma vie professionnelle dans la « bulle » de la recherche. Bien que retraité depuis plusieurs années, j'ai conservé des relations privilégiées avec un certain nombre de sympathiques cerveaux tout terrain. Pas de ceux qui tirent leur docte compétence de leur costume strict, irréprochable, du portable dont la courroie leur scie l'épaule, du manche à balai qu'ils semblent avoir consciencieusement avalé. Non, je fréquente plutôt ces esprits curieux de tout, peu soucieux des conventions, souvent « pluridisciplinaires » comme on dit quelquefois. C'est de la diversité que naît la vie, n'est-ce pas ?

Ce jour-là j'étais invité, par l'un de ces amis chers, à une soirée réunissant quelques uns de ces personnages dont la compagnie m'est agréable. Je me réjouissais à l'avance à l'idée des quelques heures joyeuses que j'allais passer. J'allais retrouver là deux ou trois retraités comme moi et autant de chercheurs en activité, de ceux de la génération suivante, à la formation desquels nous avons contribué. Historien, sociologue, archéologue, mais aussi mathématicienne, physicien ou littéraire.

Il y avait cinq minutes que j'étais là, le temps des congratulations d'usage, quand nous vîmes arriver ensemble Robert, le sociologue, et Isabelle, la littéraire, chercheuse « en domaine occitan » comme disent les spécialistes. Et, à ma surprise émerveillée, ils étaient accompagnés d'une ravissante jeune femme brune, teint clair, yeux gris-bleus, cheveux de jais... Le charme personnifié.

- « Nous nous sommes permis de vous amener Esclarmonde, qui est pour un temps dans notre équipe », dit Isabelle.

Belle idée, à vrai dire. L'initiative ne souffrit aucune objection et, sous le charme, chacun s'empessa de se présenter à son avantage.

- « Je reviens de Toulouse où j'ai été prise en charge par l'Iéo et je voudrais passer quelque temps à Marseille pour y étudier la situation de l'occitan. »

Moi qui milite volontiers pour notre culture, j'ai bien perçu le sourire amusé d'Isabelle qui semblait en savoir un peu plus... En effet, la présentation avait quelque chose de sibyllin. Pour commencer, tout le monde dans l'assistance ne connaît pas précisément l'existence ni la fonction de l'Institut d'Estudis Occitans. Quoi qu'il en soit, pour ma part le charme avait opéré et ma curiosité n'en était que plus vive. Oh, certes, je n'étais plus d'âge à nourrir des espoirs romantiques, mais cela n'empêche pas le rêve. J'accueillis Esclarmonde comme un être cher, digne de toutes les attentions. Il faut croire que mon attitude ne lui fut pas désagréable car nous nous sommes revus et avons beaucoup bavardé. Je n'ai pas

l'intention de vous faire un compte rendu complet de nos échanges, mais tout de même il y a certaines choses que j'ai envie de vous faire partager. Maintenant qu'elle est retournée « chez elle », il sera bien sûr possible de compulsier quelques publications scientifiques à ce sujet, mais ce n'est pas à la portée de tout le monde... Et puis il y manquera à coup sûr le sel de l'étonnement. Alors, écoutez-moi.

Esclarmonde m'a avoué n'être pas terrienne... Plaisanterie ? Que non pas ! Son histoire se connecte à la nôtre bien que tellement différente ! Esclarmonde était chez nous en mission scientifique interplanétaire en même temps que quelques collègues qui se sont répartis en Aquitaine, en Languedoc, en Provence et autres régions, jusqu'en Bulgarie même, sur la trace des Bogomiles, initiateurs du catharisme. Eh ! Oui... Dans la fraîcheur d'un jour de mars 1244, avec les volutes de fumée, s'élevèrent dans le ciel de Montségur les âmes des Parfaits sacrifiés sur le Plan dels Cremats par l'action conjuguée des Francs, de toute éternité démocrates et de la chrétienté, soutien sans faille de l'opprimé. Sur le chemin de la régénératrice Voie Lactée ces âmes, peut-être pas si parfaites qu'on ne le dit, rencontrèrent dans leur ascension la planète Enluòccitania. Le séjour leur fut assez agréable pour qu'elles décident de demeurer là et s'y réincarner. Ce ne sont donc pas elles qui ont couru le risque de revenir peupler cette terre de misère, comme d'autres ramenées au printemps par quelque cigogne ou grue cendrée inconséquente...

Ainsi donc, dans les banlieues de notre système solaire, fonctionne une société qui se dit respectueuse des règles du catharisme le plus pur. Faisons l'impasse sur cette colonisation d'une planète, et disons-nous qu'au moment de leur ascension, la perfection n'avait pas entièrement sanctifié toutes ces âmes martyres. Esclarmonde connaissait d'ailleurs les tout derniers développements théoriques sur le dualisme mitigé et le dualisme absolu. Consciente qu'elle fût d'assumer sa concrétisation physique dans le royaume du mal, elle a cependant été à plus d'un titre surprise par le côté insolite, voire l'incohérence et la malignité de notre vie sur Terre. Il me plairait de vous faire part de quelques unes de ses remarques quelquefois étonnantes bien que toujours dignes d'intérêt.

Il est évidemment hasardeux de vouloir rétablir un contact interrompu depuis à peu près huit siècles.

- « Nous avons éprouvé de grandes difficultés lorsque nous avons voulu établir un contact radio avec la Terre... Non pas du point de vue technique, mais nous avons tout de suite compris que l'occitan n'était pas d'usage courant... Nous avons dû apprendre l'anglais ! Nous nous demandions avec inquiétude quels bouleversements avaient pu s'opérer. »

Ces gens, dont les ancêtres avaient pourtant payé très cher l'anéantissement par un pouvoir uniformisateur donc destructeur, semblaient avoir oublié complètement cette constante de la malédiction terrestre. Je me rendis compte par ailleurs que leur fonctionnement social semblait aussi beaucoup plus naturel, logique, que le nôtre.

- « Notre navette a atterri comme prévu à trois heures moins vingt, heure locale, en bout de piste sur l'aéroport de Marseille Provence. J'ai eu la sensation de rester suspendue un moment au-dessus du vide d'une brèche du temps, puis me suis sentie basculer comme de l'autre côté du miroir. Le premier contact avec l'atmosphère terrestre fut à la fois rassurant et angoissant. Quiétude nocturne, humidité douce et apaisante. Mais aussi

perturbations frénétiques, vibrations à l'infini. Insensée débauche de lumières, scintillements décuplés par leurs reflets sur le miroir sombre et métallisé de la Mer de Berre. L'aéroport est un monstrueux confluent de fleuves lumineux auxquels on craint de se brûler. Flamboyantes structures incandescentes qui barrent l'horizon vers le nord... Stupeur éblouie. Mais d'où vient toute cette énergie répandue à flots ? »

Les descendants des Parfaits cathares sont, de toute évidence, moins prodigues que nous ne sommes... Et si en plus je lui avais expliqué que nous étions en train de saccager la nature et notre avenir, notre planète, avec l'énergie nucléaire et ses inévitables déchets... Mais les surprises se succédaient.

- « Un instant après notre atterrissage, nous étions rejoints par un véhicule venu à nous à toute vitesse : phares, gyrophares, sirène... Premier contact avec des robots en combinaisons étanches, ignifugées, bottés, casqués de métal brillant, masqués. Qui plus est, ils se sont adressés à nous... en anglais ! Bon, on aurait peut-être dû s'y attendre, mais enfin ! »

- « Partout, de sombres rubans de routes lacèrent le paysage, se séparent, se rejoignent, se croisent à des niveaux différents. Ils sont parcourus par un flot relativement fluide de véhicules eux-mêmes scintillants de lumières. Fouillis inextricable, angoisse de la démesure. Je ne pus m'empêcher de songer à la chance de Thésée lorsqu'il rencontra Ariane ! »

Et les « bouchons » ne furent découverts qu'ensuite. Pour le moment c'est le transfert en quarantaine, avec sa série d'examen, de vaccinations. C'est mieux pour tout le monde, mais quel ennui ! D'autant que personne n'était capable de comprendre l'occitan : quand ils essayaient de communiquer ainsi, invariablement ils étaient ramenés à l'anglais alors que les circonstances leur faisaient cependant accomplir des progrès significatifs en français. Il y eut un épisode qu'Esclarmonde me conta avec effarement.

- « Un après-midi qui avait pourtant commencé dans l'ennui ordinaire, le service qui nous hébergeait fut submergé par une horde d'individus surexcités, armés d'appareils photo, de caméras, brandissant des perches, des micros. Des éclairs lumineux fusaient de toutes parts pendant que certains se mettaient à installer du matériel de prise de vue sur pied. Mais le tumulte fut bref, l'affaire tourna court dans la plus grande confusion. Des monstres qu'on nous désigna comme « unités de maintien de l'ordre » évacuèrent les lieux avec une brutale fermeté. »

Nos braves Enluòccitaniens découvrirent ainsi d'un même élan les médias et la censure. Quelques jours plus tard, une infirmière leur amena un journal populiste (« people » dit-on maintenant) qui titrait en gros caractères : « Avons-nous des cousins sur Mars ? Une mission officielle de Martiens aurait débarqué à Marseille ! » Suivait un article irrationnel auquel nos amis n'auraient rien compris si on ne leur avait pas expliqué qu'existe toute une mythique à propos des « petits hommes verts » de la planète Mars, exutoire à toutes les peurs métaphysiques de l'espace, soupape de sécurité...

Libérés de leur quarantaine, nos amis commencèrent à se mêler à la population, maintenant capables de parler un français contemporain leur permettant de ne pas passer pour des étrangers. Les surprises n'allaient pas manquer. Il leur était en particulier très difficile d'assimiler les innombrables contradictions sociales qu'ils découvraient. Le profit comme axiome de base, tellement monstrueux dans ses effets, qu'il leur fallut du temps pour l'admettre. Les villes soucieuses de l'environnement submergées de voitures sales, dangereuses et, comme ils le découvrirent par la suite, ruineuses. La loi du plus fort officialisée et appelée « démocratie », le désintérêt des gens pour ce qui les concerne dans leur vie quotidienne. L'opulence insolente face à une misère qui ne cesse de s'étendre. La vie préservée avec toute la science dont les hommes sont capables en même temps que sacrifiée avec désinvolture sur l'autel de la bêtise. La femme infériorisée, exploitée, et en même temps défendue avec conviction autant que vendue comme réclame de toute une société « de consommation »... Mais ce n'est pas ici le lieu de dresser le catalogue de ce que nous ne connaissons que trop bien. N'oublions pas qu'Esclarmonde et ses collègues sont venus à la recherche de la culture de leurs ancêtres.

Voilà donc notre belle Esclarmonde lancée dans une recherche méticuleuse de l'occitan. Il y fallait de la persévérance, surtout à Marseille. Elle aurait eu la tâche plus facile un peu plus dans l'ouest occitan. Les chercheurs qui la guidaient lui permirent de constater le caractère stupidement fondamentaliste et polémique de groupuscules prétendant être les seuls à maintenir une tradition par ailleurs plus qu'évanescence... Même l'Université, installée pourtant dans la ville du jadis célèbre Parlement de Provence, ne lui laissa qu'une impression de suffisance, d'amère vacuité. Cependant, on ne fait pas de recherches sérieuses sur l'occitan sans être plus ou moins militant « occitaniste ». Ses mentors lui permirent aussi de faire la connaissance d'un certain nombre d'occitanophones.

- « Tous ces gens sont souvent âgés, repliés sur leur culture par ailleurs ignorée de la population. Ils sont quelquefois jeunes, volontaires, prétendant afficher leurs racines. Tous ne parlent pas un occitan très naturel... et ils l'écrivent selon deux orthographes très différentes. Il y a quelque part une rupture, dirait-on ? »

Je me suis cru obligé de lui transmettre quelques notions d'histoire en marge du discours officiel et, ma foi, cela semble lui avoir permis d'y voir un peu plus clair. Pourvu que je ne me sois pas trop lourdement trompé...

La « croisade des Albigeois » fut le point de départ de l'assimilation de l'Occitanie au royaume franc, de sa mise sous tutelle implacable. Marseille, l'un des plus grands ports du monde bien avant la domination française, a très longtemps et de diverses manières résisté au pouvoir central. Les intérêts respectifs étaient (sont restés...) par trop divergents. Les luttes des armateurs et commerçants Marseillais jalonnent les siècles jusqu'à ce que le pouvoir réussisse à ruiner la ville. Le réel « commencement de la fin » se situe probablement au XVII<sup>ème</sup> siècle, au moment où Louis XIV fit ériger les forts St Jean et St Nicolas à l'entrée du port, dirigés non pas contre une éventuelle agression par mer, mais contre les révoltes populaires.

- « Mais ce pouvoir a donc interdit aux gens de s'exprimer dans leur langue ? C'est un saccage culturel ! »

Certes, la culture a été dépréciée, elle est devenue un motif de honte, toutes les traditions ont été combattues avec acharnement, racisme, d'autant que les « élites » se sont laissées entraîner à la glorification du français au nom de la « modernité ». Ce n'est plus de l'« amour de loin » mais bien de la haine de loin dont il s'agit... Le pouvoir central, encombré de ses milliers de kilomètres de côtes, s'est d'abord inquiété d'entretenir une marine de guerre et d'exploiter ses colonies. Ainsi, le port de Marseille a été séparé de la ville, est devenu « autonome », c'est à dire indépendant de la politique communale, avant de se translater vers l'ouest. C'est quand même une amputation qui n'est pas sans conséquences.

- « Il est somme toute miraculeux de pouvoir rencontrer encore des gens qui tiennent à leur culture ! Vu de l'extérieur, c'est vrai que ça fait une drôle d'impression de voir ces pauvres gens écartelés entre ce qu'ils ne peuvent oublier et ce que la « normalité » leur impose. Comment vivent-ils cela ? »

Souvent mal, très mal... Un phénomène de dédoublement de la personnalité, une sorte de schizophrénie et une diglossie galopante ne sont pas rares. Alors, entre celui qui défend avant tout une culture hélas non réactualisée et celui qui provoque au nom de la différence qu'on lui reproche, la marge est faible pour adopter une attitude sociale dynamique !

- « L'occitan est donc voué à disparaître rapidement ? »

C'est ce à quoi travaille le pouvoir central, mais il est à la peine. Une culture, c'est une trace sociale qui ne s'efface pas, ou alors peut-être au bout de plusieurs siècles, si la population concernée n'est pas physiquement éliminée de la surface de la Terre. Actuellement, il y a une littérature occitane florissante, à peu près autant que la littérature francophone, alors que la littérature française n'est sauvée que par des francophones non français ou formés ailleurs, hors du chaudron où mijotent tous les enfermements. C'est bien sûr très regrettable, car il ne s'agit pas pour nous de tuer une culture pour en faire vivre une autre... Dans ce domaine, le dédain est liberticide, poison mortel !

- « Si je comprends bien, il ne serait que temps de changer de point de vue. Abandonner aussi l'image d'une culture, forteresse ruinée à défendre jusqu'au dernier Occitan. Penser aux voies qui permettraient de faire revivre cette culture en normalité dans une société pluriculturelle, plurilingue. »

On ne peut mieux dire. D'autant que la mondialisation, malgré ses côtés effroyables, entre autres de domination économique uniformisante, fait peu à peu « craquer » les casernes qu'on appelle États. La différence sera admise, ou l'humanité en périra.

- « En tout cas, vous les Occitans pourrez toujours émigrer sur Enluòccitania ! »

Sauf que là-bas, il n'y a pas l'Occitanie. Ces problèmes ne sont jamais très simples, l'Occitanie n'est pas un espace uniforme fermé : elle est formée de plusieurs régions. Et puis la langue n'est pas le marqueur absolu d'une culture, l'alpha et l'oméga qui serait le seul garant de l'homogénéité culturelle. Au contraire, la culture ne s'enrichit que de la diversité

et la langue se doit d'évoluer... Mais ce n'est pas parce que la culture « vit » qu'elle perd sa spécificité, qu'elle ne « se vit » plus. Même si l'acquis commun à l'humanité, les mythes qui l'ont émerveillée depuis qu'elle existe (et probablement déjà Neandertal...) permettent toujours de susciter des images qui tiennent du merveilleux universel !

Je n'en revenais pas de rencontrer enfin quelqu'un qui essaie de comprendre, qui raisonne et, le fin du fin, hors les ornières et les œillères forgées à coups de pensée unique. Au charme physique s'ajoutait le charme intellectuel, en tout cas de mon point de vue. Et cela « ne gâche rien » comme on dit quelquefois. Cela m'a aidé à oublier un peu la sensation terrible de « prêcher dans le désert » qui m'assaille parfois... Me voilà parti sur des routes incertaines, mais somme toute, vous n'êtes pas obligé de me lire !

## Cadre général

- « « Cogito ergo sum » me dit Esclarmonde... Pour moi, c'est une évidence... Mais je crains que les choses n'aient bien changé ! Penser n'est plus tellement de mode. »

C'est bien ce que je crains aussi ! J'ai le sentiment que l'évolution des sciences, des techniques et par là même de l'éthique est si rapide que s'arrêter à réfléchir donne le sentiment d'une scandaleuse perte de temps. Comprendre aujourd'hui est déjà si problématique : est-il bien nécessaire d'essayer !

En attendant, à l'image du futur on préfère la photo sépia du passé... C'est tellement plus facile d'une part de se complaire dans la nostalgie et d'autre part de faire corporativement la liste de ce qui ne va pas ! En attendant une solution toute faite et l'homme providentiel qui la trouvera.

Emportés par le tourbillon d'une vie aussi frénétique qu'humainement vide, écrasés par la masse d'informations qui s'accumulent sans hiérarchie de valeurs... Expression désagréable que ce « hiérarchie de valeurs » ; et pourtant, quand on voit la chronique « people » prendre le pas sur ce qui compte essentiellement pour notre avenir, comment ne pas s'interroger ? D'autant que les choses vont très loin avec l'actuel développement exponentiel des techniques numériques. On peut constater, à partir des réseaux sociaux, une auto-censure de plus en plus pesante : à la limite, il suffit qu'un individu borné et de mauvaise foi exprime une critique acerbe à propos d'une idée, quelle qu'elle soit, pour que les « fournisseurs d'accès » la censurent d'autorité (lissons et ne perdons pas de clients sonnants et trébuchants). Dictature des « décideurs » et « spécialistes » en tous genres, oppositions aussi bien que collusions des puissants qui se disputent la place : que reste-t-il donc aux « citoyens », pantins aux mains des gens « capables et compétents », des maffias (pardon, on dit lobbies...) ?

Dresser le catalogue de ce qui ne va pas, en soi, ne sert pas à grand chose. A moins que ça n'incite à l'abandon de toute velléité citoyenne... Nous baignons dans une multitude de contradictions exposées au grand jour, au vu et au su de tout le monde et qui laissent indifférents. On pourrait en faire un long catalogue si ce n'est que leur accumulation est



décourageante. Par exemple, je ne comprendrai jamais l'insistance avec laquelle « on » veut persuader les gens de la prédominance de leur individualité, de l'absolue nécessité d'un ego qui écrase les autres, en même temps qu'« on » dépense tellement d'énergie à leur inculquer un comportement moutonnier : « voici la mode que vous allez adorer l'été prochain ».

Les impératifs du profit conduisent à l'accumulation des ressources financières. Il est des endroits privilégiés, discrets, où s'accumulent les richesses d'une façon inimaginable. Le phénomène se produit toujours aux dépens des plus pauvres (ils sont légion !) que l'on appauvrit sans cesse. On recherche l'assentiment de ces derniers en les persuadant qu'ils sont d'autant plus riches et épanouis qu'ils s'endettent plus. Le décalage est tel que pour la plupart, c'est impensable, insoupçonnable.

La situation générale apparaît totalement bloquée et même, pourquoi pas, verrouillée. Le plus grand danger que courent nos sociétés est celui de l'enfermement dans un processus sans issue, où tout est blanc ou bien tout est noir, où l'on est grand démocrate béni de son dieu ou bien terroriste sanguinaire, où tout est de la faute de « l'autre ». Au delà même des incessants conflits armés et des pollutions en tous genres, qui en sont aussi la conséquence, l'humanité court à sa perte par l'uniformisation, l'uni pensée. La diversité est source de toute vie : il devient pourtant politiquement correct de la combattre d'autant qu'on la glorifie. Notre ex président Chirac était passé maître en la matière !

La diversité peut aussi être source d'incompréhensions, de conflits : c'est une réalité. La diversité n'est pas ressentie de la même manière selon qu'on se limite à un petit groupe humain ou qu'on prend en considération les milliards d'hommes qui peuplent la terre. Quoi qu'il en soit, on sait très bien que la diversité est un impératif génétique, que toute espèce vivante qui n'évolue pas est condamnée. De même, sur le plan intellectuel, où irait-on pêcher des idées sans confrontation ?

- « C'est évident, même sur Enlucoccitania... et confrontation ne signifie pas systématiquement opposition. » me fait remarquer Esclarmonde.

Le danger provient précisément de ce que le pouvoir se base sur l'uniformité qui freine l'évolution vers autre chose. Ce frein, c'est à la fois l'interdit et le « racornissement » de la pensée. Ici, de la part des milieux politiques, j'entends de plus en plus souvent des raisonnements réactionnaires du type : « Si tu n'es pas d'accord, c'est que tu n'as pas compris... Attends, on va t'expliquer ! ». Cet unanimité imposé ruine l'intelligence, détruit les sociétés. Fin de l'histoire ? On voudrait bien que nous nous y résignions. Ainsi s'installe-t-on trop souvent dans une vie de désespérance. La violence engendrée par la misère physique (vols, cambriolages, agressions...), mais aussi morale (allant jusqu'au suicide) est toujours plus présente dans notre quotidien. Quelle belle image de la civilisation !

Il faut tout de même remarquer que la désespérance peut, dans certains cas, se teinter de couleurs moins sombres. Au sein des populations les plus déshéritées de la planète se font jour d'autres conceptions de la vie qui permettent de humer une bouffée d'air frais. Ceux qui n'ont plus rien à perdre réussissent parfois à subsister, récupérer quelque parcelle de dignité et ne pas forcément disparaître dans l'instant qui suit. C'est le

domaine des micro sociétés, des micro crédits, des micro entreprises... Récupérer une parcelle de dignité, c'est passer de la misère à la pauvreté, ce qui constitue une sorte d'ascension sociale.

- « Il faut bien que tout ait un commencement, comme sur Enlucocitania, non ? Cela signifie en quelque sorte que les populations des « pays riches » sont pour l'heure plus démunies de ce point de vue ? »

Oui, dans la mesure où elles tournent en rond et ne trouvent pas d'issue à ce cercle vicieux qui les enferme comme des rats dans une nasse.

Par exemple dans cette cage bétonnée qu'on appelle France... Pourtant, dans le pays des droits de l'Homme, de la Révolution et du prosélytisme universaliste ... Mais aussi l'un des pays les plus férocement centralisés, au système si lourd que son administration s'étouffe toute seule...

Justement, il faut peut-être réformer l'État, tout changer, tout en même temps. J'ai entendu un monarque contemporain dire cela... En fait, si la même structure est conservée, à quoi cela aboutirait-il ? C'est l'État qu'il faut remplacer par autre chose. Pas seulement en France, certes, mais ici les dégâts sont alarmants. Que d'énergies perdues ! S'il est un État qui vit sur sa réputation, alors que la notion de citoyenneté n'y a plus de sens, c'est bien celui-là. Pour imaginer autre chose, il faut avoir quelque part une idée autre, humer un souffle d'air frais qu'accompagne un peu de diversité... Or, le Français depuis si longtemps hypnotisé sur le centre du monde, a tendance à pratiquer une religion du Dieu-État Laïque ! Que sommes-nous sinon ce naufragé désespérément accroché à son bout de bois et qui n'a même pas idée de regarder si une épave plus sûre passe à sa portée ?

Souvent, des « citoyens » animés du sincère désir de s'en sortir, revendiquent une solution de la part de l'État, « comme avant » en quelque sorte. Marche arrière assez stupéfiante : l'État, c'est pourtant lui qui les entraîne dans son naufrage.

La violence est aussi le résultat direct de la mondialisation du profit, du diktat de la croissance, ce qui dépasse de loin le cas étié de la France. Mais quelles perspectives découvre-t-on si l'on se laisse hypnotiser par son nombril ? On en arrive à considérer la mondialisation comme une catastrophe externe qu'on espère encore maintenir « hors les frontières » ! Comme si imposer le modèle national plutôt que rechercher une intercompréhension mutuelle était une fin en soi.

C'est l'attitude générale qu'engendrent les ex-« puissances » coloniales et en particulier la France. Était-ce progressiste d'enfermer des gens dans des cadres rigides qui leur sont étrangers, sous prétexte que c'est le bien universel ?

## **Démocratie**

Les misères de la pratique démocratique.

Quoi de mieux que la démocratie ? En démocratie, tu as le choix !

Il y a là comme un parfum de volontarisme. Ce sont les Grecs qui ont inventé la démocratie, n'est-ce pas ? Et chez eux cette pratique n'était pas accessible à tout le monde, pas « démocratique » en quelque sorte. Quand dans la Grèce antique on n'était pas un notable, citoyen, on n'était rien ou, au mieux, était-on « métèque », avec tout juste le droit de payer des impôts...

Nous avons idéalisé la démocratie représentative comme système social indépassable. Tout le monde « civilisé » est d'accord là dessus ; c'est normal, ça permet un tel développement des abus de pouvoir ! On est allé jusqu'à tenter de l'imposer à l'ensemble de la planète. Car le problème de fond est bien que le choix n'existe pas tant qu'on ne s'en donne pas les moyens. Le pouvoir peu ou pas contrôlé ne va certainement pas s'inquiéter d'avis qui le défavorisent.

Il ne s'agit pas de préférer les régimes autoritaires dans lesquels l'opposition peut coûter la vie ! Il y a eu de par le monde des micro-sociétés dont on peut penser qu'elles n'ont jamais eu à se poser des questions « de masse », ce qui leur a permis de vivre sur d'autres principes. Elles n'étaient pas polluées par nos idées empreintes d'autoritarisme. Il serait déraisonnable de prétendre en revenir là. Ce qui est contestable, c'est la prétention d'élever la démocratie représentative au rang de système insurpassable opposé au seul autre système : le pouvoir absolu générateur de meurtre, terrorisme, et j'en passe. Le plus terroriste des deux est difficile à évaluer en pratique et G.W. Bush ne fut pas le sauveur des Irakiens.

Mieux vaut ne pas vivre dans un État islamiste... Mais le fond du problème c'est que le choix au niveau de l'individu est des plus restreint. Quand on devrait choisir, les censures de tous ordres se chargent d'éliminer la réflexion, tout ce qui n'est pas « conforme ». On en est réduits à des duels dispendieux entre la peste et le choléra, quand ce n'est pas à des plébiscites...

Comme sur un ring de boxe, le vainqueur devient roi et s'arroge tous les droits. Y compris celui de parler à ta place, alors qu'il doit son succès à environ 30% de votes favorables ! A moins que, comme dans certaines « démocraties », on t'invite à choisir le seul candidat qui t'est présenté. Deux ou trois candidats après tout ne changent rien : c'est l'alternative impossible qui pose problème. C'est d'ailleurs tout ça qui entretient une défection croissante face à ces marchés de dupes. Une « majorité » dicte sa loi, mais plus encore il n'y a plus aucun moyen de diffuser un avis différent qui ait des chances d'être entendu.

### **Ce qu'il vaut mieux ne pas imposer.**

Une idée toute prête, avancée par les « pouvoirs démocratiques », c'est que ladite démocratie est un idéal universel et qu'il faut l'apprendre et l'imposer aux pauvres populations qui ne la pratiquent pas. On voit le résultat remarquable que cela produit en Afrique par exemple, où le colonialisme a complètement déstructuré les sociétés. Maintenant, là-bas entre autres, on commence par voter et si, par chance, il n'y a pas

affrontement armé à ce moment-là, le manque de confiance total amène à contester le résultat. Au terme d'un massacre, triomphe celui qui est le meilleur client des marchands d'armes. Héritage du colonialisme.

Une autre idée toute prête c'est qu'on ne peut pas se passer de chefs, qu'il faut tenir compte des compétences, des relations, de la spécialisation... Tout ce qui ruine la démocratie. Oui, il faut des responsables, des gens qui puissent, dans des circonstances données, prendre des décisions sans avoir à faire campagne référendaire préalable. Mais faut-il pour autant qu'ils soient au-dessus de la société, non critiquables, maîtres absolus de leurs décisions, incontestables, et seulement révocables (remplaçables par qui ? leur clone ?) à l'occasion des prochaines élections dans quelques années ? Mine de rien, on en revient à la monarchie de droit divin, si tant est qu'on l'ait abandonnée.

Evidemment, les individus sont tous différents. Il y a une question de caractère, de charisme, de culture... Si l'on ne cède pas au mirage du spécialiste obligé, il y a toujours un certain nombre d'individualités qui conviennent. Le problème n'est pas là : « les cimetières sont pleins de gens indispensables ». L'histoire politique des monarchies absolues, dans la mesure où on peut enfin en prendre connaissance, montre bien que si le roi n'est pas « à la hauteur », il se trouve toujours quelqu'un pour assurer le pouvoir à sa place.

Y aurait-il donc une ficelle à tirer de ce côté là ? Il est vrai que la liberté de l'individu passe non seulement par la possibilité qu'il a de s'exprimer, mais aussi par celle de se faire entendre ! Actuellement en démocratie, on peut dire n'importe quoi, ça ne sert à rien, on n'est pas entendu. On appelle « liberté » le fait de ne pas se retrouver automatiquement en prison, quoi que... Une société ne peut fonctionner harmonieusement sans une certaine confiance, un consensus, le respect mutuel, qui sont du domaine de la culture. Dire cela c'est admettre que, si les différences sont enrichissantes, ce n'est que dans un contexte où elles peuvent s'exprimer librement. Une « démocratie mondiale » consisterait à mettre tout le monde dans le même sac : ce serait un système totalement administratif, invivable.

### **Gérer les différences d'appréciations.**

Certes, les conflits entre individus, entre fractions de la société, sont inévitables. Comme dirait l'autre, l'homme n'est pas un saint. La liberté individuelle, il faut l'assumer et elle ne va pas sans droit. Ce droit doit précisément gérer les conflits. Il y a un « droit liberté » qui doit protéger l'individu face à la pression sociale, lui garantir la liberté de pensée, d'expression, de réunion, etc.

Sans cela on peut rompre le consensus entre l'individu et la société. C'est pourquoi celle-ci doit aussi s'engager à certains devoirs socio-économiques : éducation, santé, activité, conditions matérielles d'une vie digne, etc. C'est ce qu'on appelle le « droit créance ». On ne peut séparer ces deux aspects. Ni celui qui survit dans la rue ni le prisonnier politique ne jouissent d'une liberté enviable... Le « citoyen » ordinaire soumis au régime de l'unanimité n'est pas mieux loti dans l'absolu. Aujourd'hui, tu es par exemple soigné plus ou moins bien, voire pas du tout, selon ta capacité à payer : c'est un déni de légitimité, et c'est pourtant une réalité !

Il ne faut pas que l'individu se sente écrasé par un arbitraire « social ». La limite de sa liberté est celle dont le dépassement l'amènerait à porter préjudice aux autres. La liberté de l'individu ne se conçoit que comme la liberté avec et non pas contre l'autre, c'est culturel. Le pouvoir, tel qu'il s'exerce actuellement sans contrôle citoyen, utilise la ruse, voire la violence pour perpétrer ses abus. La loi donc, qui est faite en général par ceux qui ont les moyens de s'y soustraire, n'est pas une solution. Faire une loi c'est définir un cadre légal, c'est créer une contrainte sociale qui -lorsqu'elle est appliquée - est le marqueur d'un conflit plutôt que celui d'une solution. Il y a un tel chemin de la légalité à la légitimité...

### **Des inconvénients de l'absence d'intervention citoyenne.**

Les gouvernants, qui portent haut le rayonnement de la nation, se font entre autres les représentant de commerce zélés de la caste occulte des profiteurs « nucléaires » et producteurs d'armes les moins défendables. Cela, on le sait et c'est vrai qu'on ne réagit pas, comme s'il y avait la bonne violence, celle que nous engendrons nous-mêmes au nom des intérêts de nos dirigeants, et la mauvaise, celle des autres...

Il y a pire, si l'on peut dire. Rien n'empêche un chef d'Etat « respectable » de faire vivre une officine (association, pourquoi pas ?) sans visibilité publique, qui se fait le simple agent trafiquant d'influences, réduisant à merci les « décideurs » qui pourraient ternir le plus grand rayonnement et les plus hauts intérêts, y compris financiers, du Chef... Comment tenter de sortir de là sans une conscience claire des enjeux politiques ?

C'est, encore une fois, bien un problème culturel. Car enfin, la loi ne garantit qu'une chose : elle écrase les uns et elle se laisse complaisamment violer par les autres (ceux qui la font). C'est la culture qui permet de minimiser les occasions de conflits par l'élaboration d'un réel contrôle citoyen. Il faut alors bien se poser une question : qu'est-ce qu'une société culturellement homogène et comment faire le lien de l'une à l'autre ? Les problèmes de la démocratie ramènent à ceux de la culture.

## **Culture**

Le terrain de la démocratie est décidément miné. Etant donné la quantité d'interprétations ayant cours en la matière, rien ne nous garantit de réussir à faire le tour du sujet. Cependant des questions restent en suspens, touchant particulièrement aux notions de culture, d'aire culturelle homogène...

Il faut être clair. On entend beaucoup parler de culture en termes de budgets, de politique culturelle, de ministère de la culture, voire de profits... La situation actuelle semble permettre de distinguer les « créateurs institutionnels » au sens où ils sont quelquefois plus budgétivores que créatifs. Leur justification réside dans leur situation privilégiée au regard du pouvoir. A eux les grandes commandes officielles, les foires internationales, etc. Puis on peut distinguer ceux qui font œuvre culturelle d'équipe (comédiens par exemple), dont les structures peuvent toucher à ce titre des subventions, plus souvent des collectivités

régionales et locales que de l'État. A charge pour eux de réussir à vivre - en France - sur un statut d'« intermittent du spectacle ». Enfin, on rencontre des créateurs qui font œuvre personnelle, sans moyens ni financiers ni de reconnaissance et ne vivent pas de leur art, un peu comme des artisans qui auraient trop peu de clients.

On parle aussi volontiers de patrimoine, ce qui ne renvoie, à mon sens, qu'au passé.

Ce terme de culture est à la mode : chacun y met le contenu qui lui convient. Pierre Dac aurait pu répondre « par là je n'entends rien »... Le patrimoine, ça c'est autre chose ! Entre autres, du passé ne faisons pas table rase, mais ne mêlons pas tout. Il faut en revenir à une base saine, sinon on va ne même plus se comprendre.

Esclarmonde, affolée, pose la question qui mûrit :

- « Bon, alors, la culture c'est quoi ? »

Ici, cela n'a rien d'institutionnel : c'est plutôt de l'ordre des courants culturalistes, des « cultures alternatives ». Pour moi, la culture c'est d'abord une sorte d'art de vivre en harmonie avec les contraintes naturelles et la société qui nous abrite. L'individu se forge son art de vivre et sa représentation du monde par le filtre de sa culture. L'échange est permanent.

Ainsi, d'un côté on mettra l'individu. Il a des aspirations propres qui ne sont pas forcément celles de son voisin. Il entend ne subir que le moins de contraintes possible. D'un autre côté on mettra la société qui a besoin de ne pas se plier au moindre caprice de chacun des individus qui la composent.

En opposition ? Si un individu est une entité originale, par contre il ne peut pas vivre isolé, comme s'il était le seul être vivant de la planète. Il n'y a donc pas fondamentalement opposition, il y a plutôt une relation à gérer. Il faut trouver un équilibre entre l'aspiration à la plus grande liberté (qui, à la limite, pourrait être dommageable pour soi-même comme pour les autres) et la nécessité de composer qui oblige à respecter certaines règles de vie en commun. A commencer par les relations individuelles qui ne devraient pas être définies a priori comme antagonistes. Ainsi, on en revient au dosage entre « droit liberté » et « droit créance » dont il a déjà été question.

Est-ce cela la culture ? Ce serait presque trop simple ! Non, la culture tient à la fois à l'environnement, aux conditions naturelles de la vie en commun, aux rapports de force institués, au rapport de compréhension entre les individus (la langue, certes !).

Par exemple, une société d'Inuit ne vit pas dans le même environnement qu'une société d'Aborigènes d'Australie. Elles ne vivent donc pas de la même façon et n'appréhendent pas leurs problèmes dans les mêmes termes. Le comportement, la communication, la compréhension sont différents. Les cultures sont différentes. Le problème qui se pose est justement celui de la différence. La diversité acceptée est l'occasion de l'évolution, comme un enrichissement vital... Entre s'enfermer dans son bocal et aller voir comment vivent les autres, l'intérêt culturel est incomparable.

C'est vrai, même si a priori certains soutiennent que leur culture « ancestrale » est polluée par les autres... Pourtant, au-delà des spécificités, il existe bien un socle commun : nous sommes tous des êtres humains. On apprend toujours de l'autre et c'est précisément ça la vie ! Aucune culture n'est figée, ou alors elle disparaît. Donc, quand on parle de culture, il faut ne pas oublier qu'interviennent les contextes géographique, climatique, familial, socio-économique (politique !) et j'en passe. Voilà donc l'origine de cette notion d'aire culturelle.

Pour prendre un exemple au bas de l'échelle, j'aimerais évoquer un cas de micro-différenciation pourtant signifiante. Quand un Parisien dit « Untel est bien fatigué », il faut comprendre qu'un tel est très las. Si c'est un Provençal qui le dit, il faut comprendre qu'untel est gravement malade. Tout cela dans la même langue, mais avec des bases culturelles différentes !

De plus, mieux vaut ne pas oublier les distorsions engendrées par les rapports de domination. Esclarmonde intervient :

- « Les descendants des « Albigeois » en savent quelque chose ! Plus une culture est dominée par une autre et plus elle se renferme sur une néfaste identité réductrice. »

C'est un appauvrissement réciproque : aucune culture n'est supérieure à une autre et le mépris engendre des traumatismes graves. De cela il faudra reparler, notamment à propos de la langue...

En somme la culture est le fondement de toute vie sociale. C'est manifestement ce qui doit permettre de vivre, autant que possible ensemble en harmonie, au départ sur une aire géographique homogène, générant une intercompréhension elle-même homogène. A l'inverse on voit aussi poindre les gros nuages noirs d'États qui « normalisent » autoritairement et nient la diversité, uniformisent des sociétés distinctes, qui engendrent le mépris, les sentiments d'infériorité et même les « communautarismes » déviants. Peut-être un peu étonnée, Esclarmonde s'exclame :

- « On finira bien par faire de la politique ! »

Si la politique c'est la gestion des relations sociales, c'est effectivement, en grande partie, une pratique culturelle. Une culture « épanouie » est curieuse de ce qu'elle ne connaît pas et sera ouverte aux autres. Je crois qu'on peut parler de « civilisation » dans la mesure où les échanges courants entre cultures voisines élargissent le champ de ce que l'on partage.

Cela fait penser à une déclaration exemplaire dans le cadre français : c'est Alexandre Sanguinetti, Corse d'origine, député en Occitanie, qui écrivait dans Le Figaro du 12/11/1968 : « C'est la centralisation qui a permis de faire la France malgré les Français ou dans l'indifférence des Français. [...] Sans centralisation, il ne peut y avoir de France. Il peut y avoir une Allemagne, il peut y avoir une Italie, parce qu'il y a une civilisation allemande, une civilisation italienne. Mais en France, il y a plusieurs civilisations. Et cela n'a pas disparu, vous pouvez en croire un député de Toulouse... »

Il a tout compris, tout y est. C'est bien la négation têtue des cultures qui empêche de congréer une civilisation cohérente. Il est vrai que sans le centralisme, la France a toutes les chances de se transformer rapidement, et cela induit une crainte que l'Europe paie cher actuellement. On en revient ainsi aux problèmes générés par l'autorité et si on continue, on va reparler de démocratie...

Mais avant d'en revenir là, parlons maintenant de création, ce qui compliquera cette affaire. Soit dit en passant, la complexité n'est pas un mal en soi et on peut au contraire affirmer que les idées simplistes, qui sont généralement exclusives, sont assassines ! La pureté ethnique, culturelle, sont de redoutables vecteurs du racisme. A l'inverse, la création est une démarche individuelle qui consiste à dépasser une expression convenue, enfermée dans des normes sociales, pour ouvrir sur l'avenir des perspectives nouvelles, originales.

Se faire une idée de l'avenir est très important. Je dirais qu'il s'agit en fait de projeter une certaine diversification, ce qui est fondamentalement enrichissant. En même temps cela heurte les habitudes et c'est en général mal perçu, sauf par quelques initiés. C'est pourtant toujours un pari gagnant sur l'avenir.

Dans toutes les sociétés, les périodes de développement harmonieux ont été de grands moments de création. Pour réunir de telles conditions, il vaut mieux consacrer du temps à apprendre plutôt qu'à se battre. Esclarmonde intervient encore :

- « Pour prendre un exemple qui m'est cher, il suffit de voir le degré d'épanouissement culturel atteint en Occitanie centrale et son rayonnement méditerranéen au début du XIIIème siècle... Jusqu'à sa ruine par la soldatesque franque ! »

On n'a pourtant pas encore assaini la relation qui lie la création au confort matériel qui, lui, reste exceptionnel. Un individu peut créer des choses fort intéressantes même dans des conditions extrêmement défavorables ; on peut dans certains cas penser que cela l'aide d'ailleurs à supporter l'insupportable (l'art Juif dans les camps de concentration). L'art pariétal s'est développé dans des sociétés totalement différentes, mais ensuite les grandes périodes de création collective qui produisent les merveilles du monde moderne sont toujours liées à un mécénat généreux, qui se le permet parce qu'il vit sur l'exploitation du travail. La grande richesse est hélas la marque indélébile de grandes inégalités, matérielles mais aussi culturelles. Dans ce contexte, l'harmonie sociale n'est qu'une utopie.

Pourquoi ne pas rêver d'une société riche de sa culture équitablement partagée ? Il n'y aurait peut-être plus besoin d'un Louis XIV ou d'un Émir d'Abou Dhabi... Ou de la manne empoisonnée d'un central Ministère de la culture... Aujourd'hui on voit se banaliser une « culture », spéculation boursière sur ce qu'on désigne à priori comme de l'art et qui n'est généralement que de la marchandise. Certains voudraient en trouver la justification dans un discours creux autant que volubile. Ce qui apparaît en ce moment au niveau de l'art « officiel », c'est essentiellement la volonté de « provoquer », de « faire marcher », de favoriser le commerce lucratif.



## Éducation, colonialisme...

Après avoir évoqué la question de la culture assez globalement, il semble intéressant d'expliciter certains points plus particuliers, surtout ceux qui ont trait aux dysfonctionnements.

En cette période de repli, donc de déficit culturel, on voit émerger des notions surprenantes qui ne semblent liées qu'à la recherche du pouvoir, de l'argent, du pouvoir de l'argent. Il ne faut pas désespérer de voir un jour arriver sur le marché d'authentiques hamburgers marseillais, à l'ancienne et traditionnels. Après que j'eus expliqué à Esclarmonde ce qu'est un hamburger, elle s'est bien sûr exclamé :

- « Bon, quand même, si l'on parle de culture on ne parle pas de hamburgers ! »

A part que le hamburger est maintenant intégré à notre culture. Mais surtout, le caractère « authentique » attribué au passé s'accommode à toutes les sauces à vendre, au détriment de la culture ! Aujourd'hui l'argent qui est devenu l'alpha et l'oméga, s'accumule à un point tel qu'il perd son essence. Il demeure d'autant indispensable et donc son manque, pour la plus grande part des gens, génère des comportements irrationnels, justement peu culturels, primaires.

En somme, il ne faut pas perdre de vue les rapports de domination économique, qui passent forcément par des attitudes primaires nourries d'un populisme très dommageable, des blocages culturels. De ce point de vue, l'éducation devrait jouer un rôle progressiste de premier plan.

L'enfant qui naît a tout à apprendre. Tout au long de l'histoire de l'humanité, son éducation s'est faite par transmission, grâce à l'attention que lui porte le groupe social, et par l'exemple. Rapidement il a fallu y adjoindre des connaissances plus théoriques, indispensables pour vivre autrement qu'en autarcie et l'école s'est chargée de l'instruction. L'apprentissage normatif a pris une importance considérable, tendant à uniformiser les modes de pensée, enfermant l'individu dans un système d'interdits légaux et de tabous religieux. On a volontiers confondu éducation et instruction.

À notre époque le phénomène est aggravé par ce qu'on appelle communément la « fracture sociale », ce processus d'extension de la misère qui fait que les familles en difficulté laissent trop souvent l'éducation à la charge de l'école. C'est une démission patente d'autant que les enseignants ne sont pas préparés à jouer ce rôle. De plus, l'école n'est pas neutre. Outre un rationalisme par trop exclusif, elle inculque une vision d'histoire, une morale, fabriquées par et pour le pouvoir, qui est l'une des bases de l'actuel drame sociopolitique français. C'est un fait de société particulièrement sensible dans une France qui remplace volontiers son histoire par celle qui agrée à ses gouvernants. S'il faut respecter le mythe de la république une et indivisible, ce n'est pas ainsi que l'on formera des citoyens autonomes !

En parlant d'éducation on se heurte au fait du prince. Et, en France, le prince est colonialiste. On a même toutes raisons de parler de « colonialisme intérieur ».

Un appareil administratif trop lourd, des programmes aussi chargés que les effectifs par classe, ont conduit à une perte de compétence de l'enseignant dans un domaine primordial : l'école devrait être beaucoup plus attentive au mécanisme premier de l'éducation, mais elle est trop centralisée, hiérarchisée, inerte, tétanisée sur « la réussite », pour y réussir. On n'a pas à remplir des tiroirs, mais à tisser des liens qui permettent à l'élève d'assimiler la connaissance dans la mesure où il y trouve un intérêt. Parler de « se mettre au niveau de l'élève » est une démission préjudiciable. Et puis l'incompétence d'aujourd'hui accroît celle de demain. Nous sommes ici au cœur d'une polémique aiguë, dont on perçoit mal les contours. Parler de procès d'intention, voire de délit de mauvaise citoyenneté, ne permet pas de clore là le débat !

Quelques citations, d'ordre général, pour dresser un tableau réaliste de la situation qui ne fera pas l'impasse sur le colonialisme intérieur... Le 30 janvier 1879 Jules Grévy est président de la république. Les élections qui suivent voient le triomphe des républicains qui se lancent dans les conquêtes coloniales avec Jules... Ferry (« Ferry Tonkin »...), ce génie de l'instruction publique ! Ils vont répandre « les lumières du progrès et de la liberté contre l'ignorance et la barbarie » au nom de la « supériorité de la race blanche », en Afrique et en Asie.

Le 28 juillet 1885, lors d'un débat parlementaire, Jules Ferry déclarera : « Et puis la France ne peut pas seulement être un pays libre ; elle doit aussi être un grand pays, exerçant sur les destinées de l'Europe toute l'influence qui lui appartient, elle doit répandre cette influence sur le monde et porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie ».

On parle ici de colonialisme « extérieur ». Pourtant, le colonialisme n'est pas qu'une question de politique extérieure ! Voici encore. Sébastien Charléty, recteur en place en Alsace de 1919 à 1927, déclare aux instituteurs (Le Figaro, 12/02/1927) : « Il s'agit d'éliminer toute possibilité de penser dans la langue maternelle, en lui substituant la trilogie : savoir le français, parler le français, et penser en français... On n'élève pas un peuple en lui cédant... »

Le colonialisme n'épargne pas forcément les régions françaises... On peut arguer que cette citation est extraite du contexte particulier de l'Alsace, « récupérée » en 1919 à la suite du traité de Versailles...

Disons que cet accès de franchise peut provenir de là. Mais la démarche est plus générale ! Et le racisme ne s'est jamais limité aux « jaunes » et aux « nègres ». Pour en terminer avec ces exemples d'une histoire honteuse, n'oublions tout de même pas le grand historien de la France, Jules Michelet, qui a écrit : « Les mangeurs d'ail, d'huile et de figues, rappelaient aux croisés l'impureté du sang mauresque et juif, et le Languedoc leur semblait une autre Judée. »

- « La croisade contre les Albigeois, vue du côté Simon de Montfort... Ce n'est donc pas l'École de la république qui vous en aura guéris ! » me dit Esclarmonde.

Prenons un exemple à contrario. Dans la Revue de l'Enseignement primaire du 15/10/1911 Jean Jaurès écrivait : « Si, par comparaison du français et du languedocien, ou du provençal, les enfants du peuple dans tout le Midi de la France, apprenaient à retrouver le même mot sous deux formes un peu différentes, ils auraient bientôt en main la clé qui leur ouvrirait, sans grands efforts, l'italien, l'espagnol, le portugais (...). Pour l'expansion économique comme pour l'agrandissement intellectuel de la France du Midi, il y a là un problème de la plus haute importance, et sur lequel je me permets d'attirer l'attention des instituteurs. »

On comprend à contrario le soin apporté à former les enseignants, les « hussards noirs de la république », comme les flics ! Les plus récentes études et expérimentations sur les langues donnent totalement raison à Jaurès... Et pourtant ça continue !

Nous ne sommes pas trop loin de notre sujet. Jean Jaurès, lui, était pacifiste et a été assassiné... Alors que l'illustre Jules Ferry avait fomenté la conquête de l'Indochine, de Tahiti, du Soudan, du Congo, du Dahomey, de Madagascar, sans compter le protectorat sur la Tunisie...

Les sociétés de France, les « minorités », aujourd'hui encore de cultures diverses, n'ont pas oublié leurs différences (une culture a la vie dure !). Mais aussi, quelles qu'en soient les modalités, elles ont appris à vivre ensemble, ont intégré cette culture « composite » que l'on appelle la culture française. C'est objectivement aujourd'hui une richesse, une chance pour l'avenir. A l'inverse, les « souverainistes » se font les défenseurs intransigeants de ce séculaire déni de justice qui glorifie la France centralisée, uniforme, une et indivisible... On prive l'Autre de respectabilité, de dignité, sans se rendre compte que c'est soi-même qu'on atteint.

Ainsi, on voit bien, dans le processus démocratique, les implications d'un enseignement sous influence. Avant de vouloir répondre coûte que coûte à la question devenue lancinante : « Que faire ? », il convient de mesurer l'ampleur de la tâche que représente l'émancipation intellectuelle d'une société.

## **Intolérance, intégrisme.**

Après l'épisode des Communes dont la mémoire officielle s'est focalisée sur l'histoire de la Commune de Paris (elle fut pourtant précédée par celle de Marseille puis celle de Narbonne, mais centralisme oblige), le capitalisme nationaliste a mûri en son sein l'horreur de 1914-1918, à l'issue de quoi le traité de Versailles a ouvert la voie à l'apocalyptique seconde guerre mondiale... Des livres ont été écrits sur les exactions du nationalisme qui chante un patriotisme sanguinaire (« Qu'un sang impur abreuve nos sillons ! »). C'est un fait d'histoire. Le contexte en a été présenté de façon particulièrement partisane, et ce n'est pas indifférent si l'on veut parler d'état d'esprit, de culture, de perspectives, à partir de notre « douce » France. L'intolérance ne s'y est pas uniquement exprimée vis-à-vis de l'étranger et nos points de vue en sont durablement affectés. L'intolérance s'y est développée sur ce fond

de colonialisme, y compris « intérieur » : les minorités ont toujours été mises à l'index, ce qui les fragilise et facilite leur exploitation.

Il faut donc bien évoquer les problèmes psychologiques créés par le rejet de l'Autre. Ces problèmes ne sont pas minces, quoique la plupart du temps intériorisés, inavoués.

Cependant, évoquer l'aspect « local » des choses, c'est se heurter à un sentiment d'unanimité sans nuance que les peines endurées ont contribué à cimenter. Pour faire court, disons que l'idée d'une France une, indivisible et universelle ne souffre aucun aménagement. Mettre cet axiome en doute, c'est se voir rejeté vers la réaction, l'extrême droite. Il semble que le citoyen Français éprouve quelque difficulté à remettre en question une leçon si bien apprise, ayant quelquefois mis son existence dans la balance. Pour éclairer cet aspect des choses, mieux vaut probablement se mettre les idées au clair sur la question de l'intégrisme. Tout le monde est d'accord pour condamner l'intégrisme islamiste, ses « kamikazes », son terrorisme. Mais encore ?

D'abord, il n'y a pas d'intégrisme qu'islamiste. Je classerai volontiers dans la catégorie des terroristes, produits directs de l'intégrisme, tous ceux qui ont fait ou font régner la terreur et, dans ce cadre, il faut reconnaître que les religions monothéistes, depuis Akhenaton (XIV<sup>ème</sup> siècle avant notre ère), ont été une avancée décisive... J'entends les balles siffler à mes oreilles, mais tant pis... Esclarmonde m'approuve :

- « Pour nous Occitans, la croisade contre les Albigeois, l'Inquisition, les guerres de religion, sont des aspects sensibles. Analyser le processus d'endoctrinement intégriste, islamiste ou autre, c'est comprendre comment on crée des situations de conflit qui semblent n'avoir plus de limites. »

On peut aussi, partant de là et à contrario, tenter de se construire une vision beaucoup plus apaisée des rapports humains.

L'intégrisme se développe à la faveur de situations de désespoir sociétal : l'individu est prêt à tout parce qu'il se trouve coincé dans une société qui le nie, qui le détruit en le privant de sa dignité. Cela n'explique pas tout, ce serait trop simple. Si le discours intégriste se construit sur une faillite sociale, sa réussite repose sur sa capacité à générer un mouvement de masse qui puisse être ressenti comme « rédempteur », régénérateur, purificateur, unificateur, donc uniformisateur.

L'uniformisation, c'est le souci premier de ceux qui dirigent le mouvement car, évidemment, leur but réel n'est pas tant de glorifier leur dieu que d'exercer le pouvoir qu'ils affirment détenir dudit dieu. En termes de pouvoir, c'est la démarche de tous les despotes de la terre : pour dominer une société, rien de tel que de l'isoler...

Dans ce processus, l'essentiel est de subordonner l'individu à la communauté, le faire renoncer à ses droits d'individu, effacer ce qui relève de la sphère du privé. Le mot important ici est : uniformité, c'est à dire renoncement explicite à la diversité. On insiste lourdement sur les ressemblances internes, pratiquant un amalgame envahissant qui doit

tenir lieu de dignité individuelle. Et pour conforter le processus on diabolise « l'autre », celui qui n'entre pas dans la secte.

Un seul système de référence, une seule grille de lecture, tout le reste étant à combattre par tous les moyens. En fait le discours radical semble exister, à un niveau ou un autre, dans toutes les religions. Peut-être bien depuis la nuit des temps, en tout cas de façon évidente depuis l'invention du dieu unique, rupture décisive par rapport au polythéisme. Les premiers chrétiens ne se sont pas privés de ce moyen de pression. Quelle simplification ! Quel extraordinaire instrument de pouvoir !

En dépit des certitudes scientifiques contemporaines, on ne maîtrise pas la nature dont la puissance nous inquiète : on cherche à se rassurer. L'homme ne peut se passer d'une certaine part de merveilleux et se conte donc l'univers à sa manière. Ce n'est pas dangereux tant que cela n'aboutit pas à la négation de la différence. Ce n'est pas le conte qui intéresse les intégristes, c'est le pouvoir. L'Olympe gréco-romain était somme toute moins dommageable...

Je dirais volontiers que le centralisme hypertrophié est une sorte d'intégrisme ! Après tout, le pouvoir nie constamment la différence, par la contrainte de la loi si besoin est...

C'est une longue histoire et qui marque toujours les mentalités. Dans les sphères du pouvoir on parle beaucoup de diversité, mais exclusivement à usage externe. On croirait la France une et indivisible, éternelle, sortie depuis longtemps du champ de l'histoire et à cela l'École de la république a été une formatrice remarquablement efficace.

Un exemple concret nous est fourni par les actuelles polémiques sur le « communautarisme ». Peut-on comprendre qu'il y ait une communauté française idéale, une communauté internationale faisant autorité et des communautés fautives, indignes, dangereuses... On pourrait reprendre le mot de la fin, dans « Le ventre de Paris » d'Émile Zola : « Quels gredins que les honnêtes gens ! ».

Les identités, dont la base est essentiellement culturelle, se « figent » par le refus de l'Autre, la négation de la diversité. Dans ces conditions les « communautarismes » sont des processus d'enfermement sur des identités figées - donc dangereuses, bien sûr - réponse à une majorité qui refuse d'intégrer une minorité sans l'assimiler. Il y a quelque part un sentiment de supériorité sans fondement !

Pourtant tout le monde appartient à une communauté... Tout le monde appartient d'ailleurs à un certain nombre de communautés. Quand on s'intéresse en particulier à quelque chose, on fait partie de la communauté de ceux qui s'y intéressent, évidemment. Je peux me reconnaître parmi les abonnés à l'opéra, les joueurs de boules, les passionnés d'escalade, les amateurs de cinéma, etc. Et même tout cela à la fois.

Il y a danger lorsqu'on se revendique membre d'une communauté exclusive dans laquelle on s'enferme. C'est en général en réaction à une agression qui porte atteinte à l'intégrité individuelle, à la dignité, comme le racisme. Je n'ai pas à revendiquer mon appartenance à ceci ou cela si personne ne le conteste et me le reproche...

C'est un fait que la loi du plus fort et l'intégrisme se rejoignent. Après tout, moi je suis assez vieux pour avoir connu une époque où les cultures minorisées en France n'étaient pas encore complètement étouffées... Juste avant la seconde guerre mondiale, dirons-nous... Je suis bilingue d'origine, ai dû supporter la honte de mon « patois », injure au monde moderne ! Cela m'a été pénible tout au long de ma vie. Je ne vais pas la raconter ici, mais c'est un pesant sentiment d'infériorité dont je me serais bien passé ! Et il y a beaucoup de gens dans cette situation qui ont été traumatisés pour la vie. Je me souviens d'un oncle, né vers 1910, que les aléas de l'existence ont poussé à rejeter catégoriquement sa culture d'origine. A la fin de ses jours il recevait encore comme une agression de m'entendre parler occitan... Je rencontre encore des gens qui ne feraient pas de mal à une mouche et qui, pourtant, s'ils se laissent emporter sur ce sujet tiennent des propos réactionnaires !

Il y a des gens de bonne foi qui ont été abusés à un point tel qu'ils en ont perdu toute sérénité. Ceux qui ont été entraînés dans les horreurs indescriptibles des deux « guerres mondiales », qui ont risqué leur vie mille fois. Ils ont le sentiment compréhensible d'avoir défendu la Patrie, ne se posent pas allègrement la question du « pourquoi » et se réfugient dans le nationalisme !

Voilà comment on crée des communautarismes, y compris français. C'est un cercle vicieux : l'intolérance produit de la frustration, la domination produit de la révolte. Celui qui se croit le plus fort s'en estime justifié... Pourtant, à terme, la supériorité n'est pas plus victorieuse que réelle. Une culture n'est jamais supérieure à une autre ! Le problème n'a pas été importé avec les Maghrébins !

Et à ce jeu pervers, tout le monde, dominants et dominés, perd sa dignité. A terme, la solution serait d'en prendre conscience et faire évoluer les esprits. Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines !

## **Langues « régionales ».**

S'il est un point fort de ce drame qui se joue à frontières closes, c'est bien la question du moyen de communication, de la langue. Cela mérite qu'on s'y arrête, la politique du pouvoir en France ayant toujours été castratrice. L'ordonnance de Villers-Cotterêts (François 1er, août 1539) institue le français comme langue officielle du droit et de l'administration, en lieu et place du latin et des autres langues du pays, toujours couramment utilisées jusque là et qui le furent encore pendant un bon siècle, les archives en témoignent.

On ne peut certes pas aller à l'encontre de toute mesure administrative dans le but d'assurer l'intercompréhension... Le problème est celui de l'utilisation de cette « norme » pour éliminer les langues minoritaires. Ces dernières seront cependant vivaces encore longtemps, au grand dam de l'administration centrale et de son école. Pourquoi ne pas admettre la coexistence ? Elle ne gêne que le pouvoir dominateur.

Esclarmonde s'étonne :

- « Que je sache, à la suite de votre révolution de 1789, avec la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les choses auraient dû évoluer favorablement, non ? »

De fait, le siècle qui suit est jalonné de mesures liberticides ! En 1793, l'illustre Abbé Grégoire prêche à la Convention pour l'éradication des langues baptisées « patois » et l'imposition du français. Il s'en suit un décret de ladite Convention qui n'autorise que le français à l'école. En 1833, Guizot impose aux communes l'ouverture d'écoles avec enseignement obligatoire en français et chasse aux « patois ».

En 1877 paraît « Le tour de France de deux enfants », ouvrage de propagande dans lequel les langues territoriales sont présentées comme des « langages vils et corrompus », mais qui « ne seront bientôt plus parlés dans la mesure où l'école apprendra le français, la langue de la patrie ! ». Sans commentaires...

J'ai quelque part entendu dire que le patriotisme est ce qui reste aux vieilles ganaches. C'est vrai que lorsqu'on voit les discours d'extrême droite aujourd'hui... Et puis, c'est en 1884 que Jules Ferry-Tonkin a institué l'école obligatoire avec français imposé, punition (le « signal ») pour les contrevenants, et histoire franco gauloise également obligatoires.

Pourtant Jean Jaurès, en 1911, avait une toute autre opinion sur la question. Mais il était probablement affecté d'une autre tare impardonnable : il était pacifiste et ça lui a coûté la vie en 1914 ...

Il y a pourtant toujours eu des esprits moins embrumés. En 1886, Michel Bréal , professeur de grammaire comparée au Collège de France, parlant des gens ayant reçu l'instruction de ces illustres écoles primaires, observait : « On dirait que leur existence morale a été déracinée : ils n'appartiennent plus ni à la campagne, ni à la ville, ni au peuple, ni à la bourgeoisie. Dépaysés chez eux, il n'y a guère que l'administration ou l'armée qui puisse encore leur servir de patrie. »

Intéressante clairvoyance ! On touche là, semble-t-il, au malaise français chronique, ce qui rejoint d'ailleurs les remarques qu'on a pu faire précédemment au sujet des gens malades de leur langue. Ce qui est condamnable au premier chef, c'est cette morgue décidément colonialiste. Le dernier exemple flagrant de ce processus ne nous est-il pas fourni par la situation en Corse ?

Puisqu'on est dans les références, autant citer une fois de plus l'Abbé Grégoire qui, traitant de la « salubre » uniformisation de la langue en 1794, écrivit : « Cette entreprise, qui ne fut pleinement exécutée chez aucun peuple, est digne du peuple français, qui centralise toutes les branches de l'organisation sociale, et qui doit être jaloux de consacrer au plus tôt, dans une République une et indivisible, l'usage unique et invariable de la langue et de la liberté. » Profession de foi en la vocation universelle de la république uniforme...

Les luttes incessantes dans ce domaine ont cependant conduit à la loi Deixonne en 1951, qui prévoyait l'enseignement, certes facultatif, des « langues et dialectes locaux » basque, breton, catalan, occitan. S'y ajouta le corse... en 1974 ! Mais cet enseignement a

constamment été minimisé, déprécié, rendu quasiment impraticable par différents moyens. Les enseignants des langues minorisées « en immersion » (calandretas, etc.) pourraient en dire beaucoup sur ce sujet : c'est une lutte de tous les jours pour la survie.

Et il ne semble pas que le temps arrange les choses. C'est depuis la loi constitutionnelle de juin 1992, à l'initiative du ministre conservateur Toubon que l'article 2 de la Constitution française affirme : « La langue de la République est le français. » C'était, paraît-il, une protection contre l'invasion de l'anglo-américain mais en ce sens, ça n'a servi à rien. Par contre... pour ce qui est des langues minorisées, elles sont toujours non reconnues au nom de cet article. On modifie la Constitution pour un oui, pour un non, mais ça, jamais !

Ce qui est grave, c'est que cette attitude séculaire est on ne peut plus dommageable pour tous, vainqueurs et vaincus. On voit maintenant, depuis disons 50 ans que les langues minorisées ont disparu du champ social quotidien, des Français lourdement handicapés par leur langue unique qui se délite, incapables de comprendre le voisin pour peu qu'il n'ait pas l'accent « normalisé »... Et l'anglais basique en profite sans limites, de « positionner » à « finaliser » il est « ready » pour tuer une langue pourtant remarquable...

L'opposition du français aux langues territoriales donne l'habitude de considérer tout rapport entre langues sous l'angle du conflit, ce qui est un lourd handicap. On dirait que la connaissance d'une langue remplit une case, un tiroir du cerveau et qu'une autre langue n'aura plus de place pour s'installer... Et pourtant, on peut voir par exemple des Italiens et des Espagnols discuter chacun dans sa langue et se comprendre sans grand effort... Les sonorités sont proches, mais aussi les blocages sont faibles.

La langue refoulée, elle, s'enferme dans le domaine de la vie privée, ne sert plus qu'à des échanges limités, intimes. Elle se charge ainsi d'une telle affectivité que son usage induit une indicible notion de pudeur. L'utiliser hors du cercle privé revient à se sentir comme dénudé dans une société hostile. Donc, cette langue refoulée doit être étouffée. Quand le pouvoir dit vouloir bien d'un enseignement des langues minorisées, pourvu qu'il y ait une demande en ce sens, c'est une tromperie insigne. Il sait bien que seule une minorité militante de la minorité osera protester !

Pour en finir (provisoirement) avec cet aperçu des problèmes psychologiques engendrés par le refus de l'Autre, il faut signaler le très intéressant livre d'Amin Maalouf, « Les identités meurtrières » qui traite des déviations observables dans le monde. Et par exemple, ce comportement négatif de renoncement :

« Qu'on me comprenne bien, je ne cherche pas à couvrir d'un voile pudique les laideurs du monde où nous vivons, dès le commencement de ce livre je n'ai fait que dénoncer ses dysfonctionnements, ses outrances, ses inégalités, ses dérapages meurtriers ; ce contre quoi je m'élève ici, avec quelque passion, c'est contre la tentation du désespoir, contre cette attitude fort répandue chez les tenants des cultures « périphériques », et qui consiste à s'installer dans l'amertume, la résignation, la passivité, pour n'en plus sortir que par la violence suicidaire. »



C'est le premier danger. On fait violence à l'autre. On essaie, sans succès même sur des périodes très longues, de lui arracher sa culture quitte à se plaindre ensuite des réactions violentes qu'on suscite ! C'est un enchaînement stérile. Il est incroyable que l'humanité n'en ait encore jamais tiré les conséquences. Il est vrai que sinon, il n'y aurait plus de dominations, plus de guerres depuis longtemps !

## **Comment se forme une langue ?**

Ne pas faire une fixation sur la langue... Mais il y a encore tellement à dire ! Revenons en à une définition de la culture qui est aux antipodes des foires internationales de l'Art autant qu'à « La culture pour les nuls »... Le langage est le moyen de communication élaboré en commun. Culture et communication sont deux aspects complémentaires de la même chose.

En France, on a souvent le sentiment que l'apprentissage d'une langue revient un peu à remplir un tiroir (!) de la mémoire et, comme dans une commode, il n'y en a pas une quantité illimitée ! Il faut donc rester pragmatique et n'apprendre que les langues réellement nécessaires. Le français, langue universelle irremplaçable, et l'anglais, espéranto des temps modernes.

Noam Chomsky affirme que toutes les langues obéissent aux mêmes mécanismes syntaxiques, postulant un organe du langage inné, qui serait donc une faculté spécifique de ce primate qu'est l'homme. C'est probablement faux. Des recherches ont montré que pour ce qui concerne la perception, l'hypothèse de catégories perceptuelles identiques, innées, ne se vérifie pas. Par exemple, en ce qui concerne la perception des couleurs par des populations humaines très différentes, qui varie de façon observable.

S'il y a différenciation des perceptions, y aurait-il alors des perceptions plus fines, plus élaborées que d'autres ? Non, car d'une catégorie à l'autre les nuances sont toujours aussi finement discernées. Une approche empirique fournit une seconde hypothèse : la catégorisation reflète une structuration « statistique » de l'environnement.

On peut penser que le cerveau est pré adapté au langage, c'est une caractéristique de la race humaine. Le langage, lui, évolue de façon culturelle, d'où l'importance première de la culture. Ainsi, au départ le processus d'élaboration est le même. À travers l'échange, le langage fournit donc un moyen de coordonner la catégorie des perceptions...

On aboutit à développer des catégories partagées par les membres d'une même population, mais pas forcément entre deux populations. On peut penser que l'échec de l'espéranto est lié à son caractère d'élaboration systématique, sans réel support culturel.

À l'appui de cette hypothèse culturaliste, on peut se référer à des études scientifiques. Par exemple, le Computer Science Labo de Sony (CSL) à Paris travaille sur les mécanismes de formation du langage . Des robots, capables de percevoir leur

environnement, le caractériser et échanger leurs résultats, y élaborent des langages sur une base statistique.

Schématiquement, deux agents-caméras analysent un même contexte et échangent à tour de rôle des termes pour le décrire : si ces termes sont identiques, le mot est accepté. Sinon, chacun conserve en mémoire le terme utilisé par son partenaire.

La répétition des milliers de fois de cette expérience, entre une multiplicité d'agents, permet de construire progressivement un vocabulaire commun. Et, dans un certain sens, c'est un processus qu'on peut imaginer en tant que modélisation du fonctionnement du langage chez les humains. Ce genre d'expérience en robotique-informatique permet même d'entrevoir que la grammaire n'est pas innée, mais bien le produit de l'usage de la langue.

Cette hypothèse d'élaboration culturelle du langage s'oppose à une hypothèse de phénomène inné, naturel, où les jeux seraient donc faits d'avance. C'est un débat politique intéressant, car si tout est prédéfini, même la morale, on peut facilement glisser vers les thèses racistes !

Revenons-en à notre préoccupation. En premier lieu, on est bien d'accord que la France est composée de régions différentes. Que n'entend-on pas sur la richesse, la diversité des paysages ! Ces différences expliquent que des cultures différentes subsistent en dépit de tous les coups de rabot « égalitaristes »... Même que les affreux « patois » ne sont pas totalement morts, en dépit de 130 ans de guerre psychologique à outrance. Même que certains produisent, entre autres et toujours, une littérature conséquente.

Il est décidément difficile de noyer la diversité dans la monotonie ! Elle fait toujours surface d'une façon ou d'une autre ! C'est fort heureux car enfin, c'est la vie, la richesse de l'homme. Il n'est pas question de s'enfermer dans un bocal, on est bien d'accord là-dessus. Ni d'user de violence pour mettre fin à ces pratiques colonialistes. On peut d'ailleurs affirmer que c'est une chance de posséder deux cultures.

Jusqu'à ce que le déni de diversité crée un appauvrissement commun qui se traduit par la diglossie. C'est finalement cela qu'on aimerait éviter et il n'est que temps de revaloriser la diversité, le foisonnement des créations. C'est d'autant plus urgent que les impératifs du marché mondialisé produisent eux-mêmes un nivellement, une uniformisation mercantile, préoccupants.

Pour conclure de façon un peu abrupte, on peut dire que tous les Français ont le même ennemi : le pouvoir centralisé qui perpétue l'étouffement culturel et fait actuellement crever la France de langueur souverainiste. Voilà bien le bocal et son couvercle étanche !

## Mondialisation, Régionalisation...

Faisons sauter ce couvercle étanche. Abordons maintenant le sujet qui nous garantit les plus solides critiques et inimitiés dans cette France toujours plus souverainiste, après des siècles de pouvoir concentré. On m'avait pourtant bien expliqué à l'école que la France présentait l'avantage d'avoir réalisé son unité bien avant ses voisins et concurrents en capitalisme, les autres Etats européens. On ne m'a jamais expliqué en quoi consiste cet avantage ni surtout quel en a été le coût.

Et puis, poussons jusqu'à l'absurde ce raisonnement, la seule solution à la crise structurelle d'aujourd'hui serait-elle un gouvernement mondial ? Mieux vaut chercher du côté de la responsabilité citoyenne plutôt que de se jeter dans les bras du premier « big brother » venu... Alors, se pose le double problème de la culture et de la proximité. Sans culture, comment un individu pourrait-il exercer une responsabilité sociale ? Sans proximité, comment s'assurer de la participation du plus grand nombre ? Nous voilà face à un problème qui se pose en même temps au niveau local et au niveau mondial si l'on ne nourrit pas l'idée folle de l'isolement dans ce monde d'interdépendance effective. La culture permet au plus grand nombre de participer consciemment en s'exprimant à son niveau. Les proximités culturelles permettent d'élargir le cercle, et ainsi de suite. La question qui se pose est celle d'une structuration fédéraliste d'entités culturellement plus ou moins homogènes. Nous voilà face aux régions ! Et face au problème entier d'un fonctionnement fédéral démocratique.

Est-ce utopique ? Peut-on prétendre faire jouer aux régions un rôle alors que toutes les décisions importantes se prennent maintenant au niveau mondial ? En premier lieu, est-il certain que « les décisions importantes » se prennent au niveau des G8, G20 et je ne sais quels autres « machins » ? L'importance des dites décisions se mesure aux conséquences auxquelles il nous est imposé de faire face. Ce n'est en rien une situation dont on puisse s'accommoder.

Sans pousser l'analyse jusque là, on pourra toujours rétorquer qu'on ne convaincra jamais les pouvoirs étatiques de se démettre au profit de ce rêve de démocratie de proximité. Rendent-ils Toulouse aux Toulousains ? Et puis, à la lumière de la crise, apparaissent des velléités de « retour aux États », quasiment de renationalisations... Utopie, non ?

L'utopie, je la revendique. Que deviendrions-nous, tous tant que nous sommes, si nous n'étions plus capables d'utopie ? Des professionnels de partis dits politiques qui ne sont que des professionnels de parti pris électoraux ? A ne pas essayer d'envisager une autre réalité que celle qu'illustre ce couloir étroit menant droit à l'abîme, voilà longtemps que l'humanité aurait disparu de la terre... comme les moutons de Panurge.

Il est nécessaire d'envisager des régions... Mais indépendantes, autonomes ?

Les régions françaises sont des institutions administratives qui ont de régions le nom, mais pas toujours la cohérence ! La France croule sous le poids des maillages territoriaux

contradictoires qui permettent au pouvoir central d'asseoir sa domination. En pratique, une région française a pour rôle premier de délester l'Etat d'un certain nombre de charges, ce qui opère un transfert financier généralement sans contrepartie, si ce n'est l'imposition « locale ». C'est un comble que les charges des régions soient de plus en plus lourdes et leurs moyens toujours aussi mesurés.

Leur autonomie est nulle. Elles sont gérées par des préfets de régions et sont en bute au domaine réservé des conseils généraux eux-mêmes contrôlés par des préfets départementaux. Il est quand même remarquable que l'existence des régions soit motivée par l'évidente nécessité de rapprocher des électeurs les instances de décision en même temps que leur dynamique est ainsi écrasée par le haut. Les régions françaises ne sont pas une panacée !

Marseille avait un port... qui est devenu « autonome » c'est-à-dire qu'il ne dépend plus que du pouvoir central. Le devenir de ce port et ses implications dans le tissu socio-économique sont totalement étrangers à la ville et sa région.

Mais ne nous basons pas sur une aberration. Plus haut, on a utilisé le mot « indépendance ». Dans tous les domaines, on le sait, la contrainte, qui est une violence, crée des situations de réaction la plupart du temps déséquilibrées, elles-mêmes injustifiées et souvent violentes. L'usage de la force éloigne de la solution, c'est une constante de l'humanité. En matière de région aussi bien que de nation ou d'État, l'indépendance est une litote qui se développe sur ce terreau. Bien que la mondialisation soit d'une certaine manière aussi vieille que l'humanité, elle n'est apparue dans les analyses que récemment. Profitons-en pour nous demander ce que pourrait être l'indépendance d'un petit territoire, sinon le terrain privilégié des usagers de paradis fiscaux, des maffieux de tout poil... L'enfermement identitaire, la réaction antisociale, le rejet de l'autre, passent bien par ce genre de démarche indépendantiste. On peut prendre pour exemple la Ligue du Nord lombarde...

Mais il faut savoir si nous parlons des menées destructrices de fous de pouvoir ou si nous parlons de structures socialement efficaces. Tout est dans le choix entre volonté de fermeture dictatoriale ou désir d'ouverture autonomisante. Tant que la centralisation coloniale telle qu'elle est restera la règle, la fermeture, réactionnaire, sera une tendance, un danger mortel.

En France, dès qu'on parle région on se voit opposer le règne des « petits potentats locaux ». Constat d'évidence, les dictateurs nationaux ne gênent personne... Remarque hélas peu évidente pour beaucoup : un petit potentat local est le pur produit du centralisme, du cumul des mandats, de l'éloignement des instances de décision. C'est ainsi le plus souvent un potentat national.

Il faut bien admettre que les régions existent ailleurs qu'en France et qu'elles ne sont pas forcément des officines du fascisme. Aujourd'hui, on voit même certaines personnalités d'obédience souverainiste qui, au simple examen de leurs intérêts économiques, ont tendance à prôner l'autonomie régionale. Cependant, on ne peut pas trouver idéale

l'attitude de certaines régions européennes qui « ont réussi », la Catalogne, la Flandre entre autres et qui font preuve sur certains points d'un ostracisme inquiétant.

Ces régions ont réussi à « relever la tête » au prix d'efforts considérables, elles ont plus ou moins réussi en fonction de leur puissance économique en Europe, mais il est vrai que le passif de réaction, condamnable, est lent à s'évacuer, d'autant que le danger perdure. Faut-il alors les remettre sous le joug d'États qui jouent volontiers sur les ambiguïtés pour maintenir leur influence ?

Dans ce contexte, la Corse n'est-elle pas un exemple gênant ? Ce qui est vrai c'est que les commentaires xénophobes ne manquent pas et contribuent à déterminer un peuple corse par rejet... Le contentieux colonial est lourd. La Corse est devenue française quand Louis XV acheta le droit de suzeraineté à la République de Gênes, mais la « conquête » fut longue et sanglante : la Corse est restée longtemps gouvernement militaire. Pendant l'horreur de 1914-1918, on a mobilisé en Corse jusqu'à des pères de six enfants ! En 1919, il n'y avait plus suffisamment d'hommes valides et les jeunes n'avaient pas bénéficié de la naturelle transmission de savoir-faire. A partir de là, la société a basculé dans l'assistance, le fonctionariat et s'est vue accuser de « paresse ».

La violence y est bien réelle. On a travaillé à former ce noyau violent d'autant que les différences culturelles n'ont surtout pas été prises en compte. Entre autres choses, la société corse était culturellement étrangère au Code civil imposé par le « continent », il eût fallu en tenir compte. La dernière colonisation avant l'invasion du littoral par les nantis continentaux a été décrétée à Paris en 1962, quand il a fallu caser les migrants d'Algérie... On n'en finirait pas d'énumérer les raisons d'un ressentiment qui pour être stérile n'en est pas moins compréhensible. Il faudrait que les jeunes Corses n'aient plus, dans leur recherche de dignité, à découvrir leur histoire comme celle d'une oppression.

En somme, là comme toujours et partout, ce n'est pas l'usage de la force, de la violence, qui règlera quoi que ce soit. Mais le carburant du pouvoir, c'est la contrainte. Voilà pourquoi il ne faut pas refuser d'envisager un modèle plus « convivial », une régionalisation qui rapproche le citoyen de ses responsabilités.

Il ne faut pas non plus oublier que l'actuelle définition des régions administratives de l'État français est assez peu en concordance avec les régions culturelles... Des projets se font jour, de réorganiser la carte territoriale. Pour le mieux ou pour le pire ?

Il faut souligner l'importance du travail qui doit être accompli pour définir de façon cohérente les aires géographiques d'intervention des différentes instances à mettre en place, à commencer par la définition des « niveaux ». La base naturelle est la commune, puis on passe à la communauté de communes. Le « pays » est le prolongement logique, représentant l'entité la plus homogène en termes de culture et de ressources (géographie, climat, ressources naturelles, donc mode de vie, etc.). La région est le niveau d'assemblage de ces données en termes de cohérence culturelle. Le département avec ses cantons apparaît clairement comme le commissariat de police napoléonien qu'il est, couronné par cette institution de tous les conservatismes : le Sénat !

Au plan des régions, il ne faut pas oublier la langue... Elle est le véhicule privilégié de la culture, de la cohésion sociale, elle n'est pas le seul... heureusement : avoir la liberté de pratiquer une langue ne doit constituer en rien l'interdiction d'en pratiquer d'autres.

Qu'envisager à partir de ces données ? On ne peut tout de même pas affirmer que l'Europe qu'on nous fabrique est un idéal ! L'Europe que nous connaissons n'a rien de fédéral. Elle consiste à canaliser les dynamiques d'États dont chacun veille jalousement sur son pré carré électoral. L'idée de départ était plus que louable puisque la Communauté économique du charbon et de l'acier était un choix judicieux pour l'industrie. Elle s'est probablement avérée être un frein efficace aux rododromes nationales qui venaient de mettre le monde à feu et à sang.

Cependant la réalité a changé de nature, les dynamiques se sont diluées dans un mondialisme, une économie de marché « auto régulé », et de fait non régulable. La nécessaire intégration européenne se heurte chaque jour aux visées électorales de gouvernements qui ne contribuent à l'œuvre commune que contraints et forcés par cette nécessité justement. Les réalités économiques globales mettent chaque jour en défaut leur absence de coordination, de cohérence politique. C'est, entre autres, en ce sens qu'on peut affirmer que le modèle des États nationaux est complètement dépassé : ils n'ont plus les clefs des choix de fondamentaux à leur niveau. Quand tout se passe dans les sphères boursières opaques, les frontières ne comptent plus guère.

C'est assez évident, bien que... Bien que des militants sincèrement « démocrates », à court d'arguments, revendiquent un impossible retour à un État providence qui n'a jamais eu d'existence réelle... Demander maintenant à l'État de se faire le garant de la cohérence sociale, ce n'est plus de l'utopie, c'est de l'inconséquence !

N'ayant pas créé un nouveau parti sensé me garantir l'accès au pouvoir dès les prochaines élections, je n'ai pas de programme à imposer. Je dirai plutôt qu'il y a certaines choses à éviter, surtout celles du type « en arrière toute »... Nous n'avancerons sur la bonne voie que si nous y travaillons majoritairement. « Si tous les gars du monde »...

Entre attendre que tous les gars du monde... et travailler à faire évoluer les mentalités, il y a une marge. Pour l'heure, il est aberrant que les seules idées constructives soient réduites à néant, portées seulement par quelques « farfelus » inopérants qui, si l'on découvre leur existence, passent pour des quantités négligeables quand ce n'est pas néfastes.

La question n'est pas de prétendre avoir raison contre tout le monde. Peut-on admettre sans recul que la survie de l'humanité soit subordonnée au poker boursier et aux lobbies des marchands d'armes ? L'actualité bien orchestrée par les médias semble montrer que oui... Les caisses de l'État sont vides, mais les milieux financiers font banqueroute et nous sommes là pour les renflouer sans compter. Le petit président d'une petite république soigne son image de marque en se faisant le voyageur de commerce des grands marchands d'armes « nationaux » (combien ça rapporte ?), dissémine partout dans le monde ses déchets nucléaires, etc. C'est à cela qu'il faut réfléchir, démonter ces mécanismes présentés comme naturels, inéluctables, qui empêchent de se poser les vrais problèmes du pourquoi et du comment au niveau où peuvent se dégager des solutions.

Entre « Si tous les gars du monde... » et ne plus taxer de vieille lune réactionnaire toute idée non conforme, il y a un moyen terme à définir de toute urgence. Nous vivons manifestement une fin d'époque. Ce qui est déstabilisant c'est de ne pas savoir comment les choses vont se passer. Ce n'est bien sûr pas une raison pour condamner tout ce qui bouge, d'autant qu'une autre société sortira forcément de là. Ou alors, vive la fin du monde !

Il faut être attentif aux rapports de force mondiaux, car ils sont loin d'avoir disparu. Je veux bien qu'on spéculer sur l'homme providentiel, sur « l'effet Obama », à condition de ne jamais oublier de se poser la question de fond : que pouvons-nous faire à notre niveau ? Va-t-on célébrer un nouveau dieu, ou bien essayer de voir quel parti tirer de ce qui, sur le plan mondial, peut générer une avancée positive ?

## **« Économie » et « économie réelle »...**

Se laisser enfermer dans un modèle prédéterminé, c'est perdre son libre arbitre, la capacité de raisonner autrement. Un certain nombre de dysfonctionnements patents de nos sociétés finissent ainsi par apparaître naturels, ou pour le moins inévitables.

Sans une commune prise de conscience, les idées ne sont que de folles utopies. Mettre en doute ce qui est ressassé à longueur de journée donne aujourd'hui un sentiment d'isolement. Cet isolement n'est pourtant pas forcément réel. C'est sur ce terrain de la conscience collective que les choses doivent commencer à changer. Combien de temps cela prendra-t-il ? Impossible à pronostiquer : ça peut être très long comme évoluer très vite !

L'état d'esprit le plus commun est au renoncement, à l'abandon de l'analyse. Sans la moindre perspective, le résultat le plus probable est la révolte. La classe politique, ceux qui gravitent autour du pouvoir, sont en passe de détruire la planète tout en tenant des discours lénifiants complètement en porte à faux, en contradiction avec la réalité. Ils ne s'en cachent pas : que n'a-t-on entendu parler d'économie et d'économie réelle. La crise de l'économie, nous avait-on dit, n'affecterait pas l'économie réelle ! Et tout se passe comme si personne n'entendait ces contre vérités ! Le crédit de confiance envers celui « qui sait », envers le « chef », est encore très élevé. Ces aberrations sont présentes dans les esprits.

Le capitalisme a fait faillite. A force de ne prendre en considération que l'argent, celui-ci ne correspond plus à rien. On entend dire en même temps qu'on va aligner des dizaines de milliards pour « sauver les banques » et que les caisses sont vides... Où trouve-t-on tout cet argent, si ce n'est dans ce qu'au bon vieux temps de l'étalon or, de Brettons Wood, on appelait « la planche à billets » ? Dans le Monopoly informatisé, à coup sûr. Mais il ne faut pas espérer que cela serve à réduire la misère, la dépendance. La seule activité jugée importante, c'est la croissance financière : il faut bien augmenter la masse monétaire en mouvement !

Pour cela, les « montages financiers », les combines boursières sont de plus en plus compliqués et les occasions de désastre d'autant plus fréquentes. Tant qu'il y aura un sou en

circulation il y aura un spéculateur. Les dettes « à risque » font elles mêmes l'objet de spéculations : on les « titrise » pour les revendre, ce qui les fait considérer comme des avoirs, bientôt affublés du vocable « actifs toxiques » ! Et le risque se répand comme une épidémie, sans égards pour les grandes déclarations de vertu financière. C'est bien ça le principe de croissance infinie.

Ce qu'ils appellent « l'économie réelle » est si éloigné de tout ça ! A la limite les gens ne pourront pas imaginer, ne croiront pas que ça puisse avoir lieu. « L'économie » monétaire, c'est-à-dire ce jeu de poker menteur, virtuel, est beaucoup trop opaque. Pourtant, il y a tellement de choses néfastes qui en découlent dans la réalité. Comment expliquer logiquement qu'une très grande entreprise soit dans l'impossibilité de supporter un fléchissement de ses profits ne serait-ce que sur une courte période ? Est-elle pour cela en déroute ? Oui, selon la règle d'airain de la bourse : la valeur de son action chute tout de suite et elle perd toute crédibilité « boursière » : elle s'empresse donc de licencier, pour augmenter la productivité, c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs, et récupérer un niveau de bénéfices satisfaisant pour ses actionnaires. Cela ne peut pas se perpétuer indéfiniment ! Il n'y a toujours pas de croissance infinie. L'effondrement du système nous attend au tournant.

Il y a pire en quelque sorte... Quand une entreprise arrive ainsi en bout de course, il se trouve toujours un « hedge fund » pour venir à son secours. On pourrait dire que ces structures spéculatives n'ont pas d'existence dans « l'économie réelle »... Sauf que, la crise aidant, ils jouent un rôle concret extrêmement néfaste.

Une entreprise en grande difficulté est prise en charge par l'un de ces fonds : elle bénéficie d'un volant de trésorerie important, mais à la condition d'une restructuration, d'une politique de licenciements, d'un « plan social » sauvage. Elle permet ainsi de continuer à dégager des bénéfices, mais en général elle est mise à la poubelle au bout d'environ quatre ans. À plus long terme, le profit décroîtrait à nouveau. Financièrement, l'opération est rentable, humainement c'est une catastrophe, simplement un peu étalée dans le temps.

Ces hedge funds étant des structures à haut risque, un certain nombre d'entre eux, entraînés par la déroute bancaire, disparaissent et avec eux leurs « protégées ». Les gouvernements volent au secours des structures financières officielles, les banques et fonds d'investissement institutionnels et ne se préoccupent pas d'éviter les abus des dirigeants et les vagues de licenciements... De toute façon, la production glisse un peu plus vers la sous-traitance favorisant la diffusion de la précarité en même temps que la croissance du profit. C'est le temps des sous-marins...

C'est l'un des aspects de la faillite du capitalisme. J'insiste là-dessus parce que c'est somme toute la seule réalité tangible : le système dont on dit qu'il gouverne le monde a fait faillite ! Vingt ans après son ennemi juré du XXème siècle : le « socialisme ». La donnée la plus sûre actuellement est celle-là : il est inutile d'essayer de « renflouer », de réparer, d'amender. Il n'y a plus de gouvernance possible, sinon cette fuite en avant pour la « croissance » du profit.



L'argent est mort, mais vive l'argent ! Car enfin, il faut bien vivre. Voilà pourquoi il n'y a plus de modèle possible. Il faut tout réinventer, changer totalement d'état d'esprit social. L'inquiétant est que cela ne va pas se produire du jour au lendemain sans prise de conscience, coordination, éducation.

On en est arrivé au point où, pour trouver coûte que coûte un revenu, on s'est habitué à faire n'importe quoi, ce qui revient surtout à massacrer les hommes et la nature. C'est un constat d'évidence qui touche de plus en plus de monde. Au point que ce sont maintenant les pires profiteurs et pollueurs qui ne parlent plus que d'éthique, de démocratie, de bio, d'écologie, de développement durable ! Pour le coup, la ficelle est trop grosse : on commence à voir poindre une prise de conscience de la nécessité d'une réalité autre, qui reste à construire. C'est sur ce plan qu'il faut faire quelque chose.

Être partisan convaincu du développement autonome des régions semble étrange dans ce contexte. Et pourtant, on en est là plus que jamais. Ce qui se passe est l'illustration parfaite de ce qu'il est impossible d'envisager une sorte de « gouvernement mondial ». Une condition nécessaire du changement, c'est le retour à l'individu, au citoyen, à son autonomie intellectuelle. C'est là le point de départ et il faut qu'une structure sociale permette ce fonctionnement citoyen, responsable. La plus grosse entité gérable de ce point de vue, c'est la région. Sur le plan de la culture autant que sur celui de la responsabilité citoyenne.

De cela il existe déjà des exemples, pas toujours parfaits, certes, mais très intéressants. Dans le paysage politique actuel, c'est le plus souvent marginalisé, mais on ne peut pas faire l'impasse. Et puis, pour moi c'est une expérience de longue date que je ne suis pas prêt d'oublier ! Je n'ai pas eu à aller vivre hors de France pour cela. En France justement, il existe pour la recherche un « centre » national au sein duquel j'ai passé toute ma vie active. Il y avait là des syndicats « centralisés ». Celui dans lequel je militais (combien de nuits dans le train de Paris...) nous apparaissait, à moi et à certains de mes camarades, comme perdant de l'efficacité en raison de sa concentration parisienne. Nous avons travaillé à la mise en place dans les règles d'un syndicat régional. Nous nous sommes trouvés là entraînés dans une dynamique dépassant nos espérances. Si bien d'ailleurs que « là-haut » on s'est ingénié à nous saboter dans la pure tradition stalinienne (bien française...) : peur, plus que mal placée, de la mise en cause d'une hiérarchie de pouvoirs. Mais cette expérience est pourtant de celles qu'on n'oublie pas...

## **Et alors...**

Je dois remercier la fantasmagorique Esclarmonde pour m'avoir donné l'occasion de refaire, d'une certaine manière, le voyage initiatique de Candide. Dans l'esprit, pas dans le style : je ne suis pas Voltaire ...

J'imagine volontiers la mondialisation actuelle sous la forme d'un centaure . L'apparence humaine, le leurre, y représenterait l'économie de marché (spéculation, profit, « croissance ») alors que l'arrière train y représenterait les États gérant lourdement la misère. Car, contrairement aux dires des stratèges financiers, les inégalités se creusent,

l'extrême pauvreté s'accroît, la production se désorganise constamment, le travail se parcellise. Ce sont d'ailleurs les mêmes stratèges qui affirment que l'économie de marché (le capitalisme mondialisé) ne peut que s'autoréguler... Le Pouvoir, celui de l'argent et son credo fou d'une croissance sans fin, ruine chaque jour plus brutalement, sans souci du lendemain, le système social que nous connaissons. Vouloir à tout prix préserver ce système, cela ressemble à une guerre de tranchées... Je sais, dans la tranchée, il faut se battre ou bien mourir, mais faut-il de surcroît se contenter de cela ? La désobéissance civique, à la condition de réunir un consensus, ne serait-elle pas le moyen de la légitimité ?

Nul n'est malheureusement à même de proposer un nouveau mode de fonctionnement tout prêt. D'ailleurs le « clefs en main » n'est un idéal que pour les dictateurs. Ce n'est pas une raison pour se résigner à ce qui est en train d'obscurcir tout avenir prévisible. Il n'est que temps de mettre en œuvre le raisonnement, la créativité. On peut alors essayer de faire évoluer les mentalités à partir de quelques pistes qui sont en train de se dessiner. Je voudrais ici simplement en évoquer quelques unes.

Un sujet de réflexion : la culture. Les réactions de l'homme sont directement liées à sa représentation du monde, construite avec et par sa culture. Pour être en mesure d'envisager une société autre, il faut que l'imaginaire social ne soit pas figé, puisse évoluer vers d'autres horizons. Tout l'intérêt de la diversité est là : permettre d'intégrer la différence et de s'en nourrir. Une ambiguïté de sens risque fort de se manifester à ce niveau.

En effet tout être dit « cultivé » n'est pas en situation d'ouverture à l'alter-ego. La notion de culture la plus courante fait par trop référence aux rapports de force intellectuels. Celui qui sait est supérieur et est en mesure d'imposer son point de vue. Ce n'est la garantie d'aucune équité sociale : outre les exactions de tous les dictateurs de tous les temps, il suffit de se souvenir du drame cambodgien ou, plus récemment encore, du génocide rwandais. Dans ce dernier cas, la réalité est généralement « non dite », car insupportable : oui, les « intellectuels », enseignants, médecins, prêtres... y ont perpétré des crimes horribles. Si apprendre par cœur le bottin du téléphone suffisait à forger un homme cultivé, ça se saurait.

Une culture ouverte est une nécessité : l'acceptation de l'autre c'est le refus du jugement humiliant. Le problème réside dans le fait que la contrainte psychologique, en dernier ressort la privation de dignité, est facteur d'enfermement, de violence et, dans nos sociétés dominées par le marché, ce doit être l'une des préoccupations majeures.

Certains parlent de « créatifs culturels » pour désigner ceux (ils sont paraît-il nombreux) qui se distinguent des courants majoritaires et s'attachent à :

- prôner une faible dépendance vis-à-vis de la société dite de consommation,
- attacher de l'importance au développement de l'individu,
- refuser la systématique dégradation environnementale,
- replacer le caractère humain au cœur de la société.

Ils s'opposent donc à la notion de « croissance » sans condition, certains allant jusqu'à militer pour la « décroissance ». Cette dernière notion est riche de potentialités : au moins, elle « décoiffe » ! Le danger est là encore dans l'intégrisme qui conduirait à prôner le retour à une vie spartiate, tentant de nier l'avancée des connaissances et des techniques, de quoi désespérer tous les misérables de la planète. Il n'empêche que la priorité accordée à la lutte contre la Sainte Croissance est porteuse d'espoir pour l'avenir.

On peut placer dans ce cadre les études tendant à organiser la vie associative dite « solidaire », qui ont une influence directe sur la notion de fonctionnement démocratique, notamment la démocratie dite « évolutive ».

Un autre sujet de réflexion : la démocratie. Inutile de répéter tout le mal qu'on peut penser de ce que les politiques appellent « démocratie ». La loi du marché fait s'effondrer les liens sociaux. Il est indispensable de revitaliser un fonctionnement social harmonieux et, pour cela, veiller à un effort particulier d'éducation et de régionalisation (re-territorialisation), de manière à :

- élever la qualité du débat public,
- contrer les abus de pouvoir et les privilèges,
- revitaliser l'espace public de manière à favoriser une responsabilité citoyenne consciente.

Cela ne va pas non plus sans une remise en cause déterminée de la croissance. On peut envisager plusieurs scénarios définissant la démocratie et son développement. Dans ce cadre, le livre de Michel Laloux est une approche pour le moins intéressante, qui n'impose pas un modèle idéal mais montre qu'à partir de principes participatifs simples on peut faire évoluer la société dans le bon sens. Soit dit en passant, à partir de principes d'exploitation simples, on fait tout aussi bien évoluer la société vers sa perte : le grand soir n'est donc pas l'unique voie...

Autre aspect de la réflexion : le sens de la vie. Nous vivons l'ère du « toujours plus », la quantité, idéal suprême, évacue la qualité, au détriment du sens attribué aux choses, au détriment de l'harmonie humaine. Admettre de laisser le progrès servir les forces aveugles que la technique n'interdit pas de déchaîner, n'est pas inévitable. Nous vivons une crise aiguë du sens et en même temps on peut faire état d'expériences précieuses. Par exemple aujourd'hui en Afrique sub-saharienne, région du globe totalement ruinée par la Banque Mondiale, la lutte des femmes pour leur survie aboutit à des évolutions étonnantes : là où la pauvreté retrouve une dignité, c'est la misère, aussi bien morale que matérielle, qui recule.

Enfin, un autre axe : l'écologie. L'indicateur empreinte écologique montre que, globalement, le monde utilise aujourd'hui 124% des capacités de renouvellement de la Terre. Cela entraînera l'épuisement à terme des ressources non renouvelables et des problèmes de pollution de plus en plus graves.

Si l'on porte attention au respect des écosystèmes et du vivant, toujours étroitement liés, on comprend vite que la productivité économique, la croissance comme axiome, sont le pire des dangers qui menacent l'humanité. Il est urgent de ne plus obéir aux dictats de la croissance, à commencer par celle des dividendes boursiers. La Terre peut continuer à tourner sans croissance financière, sans records du PIB, sans consommation élevée au rang de divinité.

L'organisation humaine doit s'orienter vers la gestion des contraintes imposées par les limites mêmes des écosystèmes, de manière à préserver la vie sur Terre. L'évolution des mentalités devrait le plus rapidement possible stopper les quelques apprentis sorciers contemporains qui parlent de partir coloniser d'autres planètes...

Je ne veux voir là que différentes approches d'un même problème, de toute façon si complémentaires qu'il paraît vain de les hiérarchiser et encore plus de les opposer ! Et puis, pourquoi rejeter l'idée de l'émergence d'autres aspects de « la » solution que tout le monde attend, mais qui ne viendra jamais d'un homme providentiel, toute l'histoire de l'humanité le montre !

Mars/Décembre 2009

## ADDENDUM

### LA VIE APRÈS ESCLARMONDE

Au début de l'année dernière, j'éprouvais un sentiment d'urgence à considérer l'étendue de la débacle humaine. Les sociétés, sous l'emprise de la loi d'airain de la croissance financière, soumises aux menées maffieuses des corrupteurs, perdent toute notion de partage des responsabilités, de démocratie et oscillent entre renoncement et recherche du « sauveur »...

Dans un texte intitulé « A la lumière d'Esclarmonde . La démocratie peut-elle faire l'impasse sur la culture ? » j'ai tenté de définir et expliquer la primauté de la culture dans la vie sociale. Évident ? Oh non ! Tellement de déviations et de chausse-trapes polluent le débat qu'on peut rapidement ne plus savoir de quoi l'on parle. Le sujet est pourtant d'importance, à mes yeux du moins. J'ai en effet éprouvé le besoin d'expliquer pourquoi il faut en revenir à la culture et, en corrélation, pourquoi une autonomie des régions au sein d'une Europe fédérale me semble être le seul chemin praticable pour évoluer vers des horizons moins bouchés.

Dans la situation que nous subissons, se sont depuis lors déroulées en France des élections « européennes » puis, hier, un premier tour des élections régionales. Alors que ce sont là des étapes décisives pour espérer au moins une petite évolution favorable à la démocratie, il est évident que dans leur majorité les électeurs n'y attachent aucune sorte d'importance. Moins d'un électeur sur deux s'est déplacé le 14 mars 2010 !

C'est cela qui me décide à reprendre la plume pour exprimer à la fois mon amertume et mon espoir. Une amertume de plus ou de moins, bah... Mais un espoir ? Pour qui m'a lu, pour qui me lit, il est patent que je ne suis pas un politique, mais seulement un doux rêveur... Mais que serait donc la vie sans utopie ?

Nous sommes soumis à une constante intoxication, enserrés dans l'étau des menées maffieuses des tenants du pouvoir (transparent, disent-ils !), distillée en permanence comme eau de source par des médias plus que jamais « mis aux normes ». Il s'en suit des attitudes catastrophiques dont on peut résumer les principales par des déclarations du genre de celles ci-dessous.

« Les élections, c'est une tromperie, tout est joué d'avance. On retrouve d'ailleurs toujours les mêmes...

La politique, je n'y comprends rien. Ce n'est pas fait pour moi...

Aller voter ? Pour qui, pour quoi ? De toute façon ça ne change jamais rien et je ne pourrais voter ni pour quelqu'un ni pour un programme, mais seulement « contre »...

Oui, mais le vote blanc, ça ne compte pas...

Leurs histoires de banques et de spéculation, de toute façon on n'y peut rien... Que peut-on espérer changer en votant ?

Il est bien évident que les candidats sont tous intéressés par leur carrière politique et non pas par nos problèmes... »

Etc... J'en oublie et probablement des meilleures. N'étant pas un politicien, je suis encore moins politologue. Cela ne m'empêche pas d'avoir moi aussi mon idée sur ce qui se passe.

Un électeur sur deux est allé à la pêche. Pauvres poissons, ils ont dû passer une dure journée ! Le centralisme maladif, qui fait de la France un pays politiquement handicapé, fait aussi que tout est invariablement ramené à Paris, au pouvoir central. Les États, jaloux de leurs prérogatives, cantonnent l'Europe dans un rôle d'enfer administratif peuplé de technocrates. Les régions n'ont jamais bénéficié d'une autonomie suffisante pour jouer leur rôle, elles sont maintenant attaquées par le pouvoir dans leurs prérogatives et leurs moyens de subsistance. Ainsi, loin du centre, plus rien ne va, ni en Europe ni dans les régions. Comment donc s'y intéresser ?

Bien, justement, tant qu'à se déplacer, allons donc « sanctionner » la mafia en place (une fois « la droite », une fois « la gauche »). On va donc voter pour l'autre (une fois « la gauche », une fois « la droite »). Mieux encore, on peut faire preuve de radicalisme et donner sa voix à celui qui crie le plus fort : celui qui, s'il accédait au pouvoir, nous supprimerait tout ce qui nous reste de libre arbitre. Les brutales déviations racistes de l'actuel gouvernement n'ont pas peu contribué au retour sur scène de ces monstres. Tous les votants ne sont pas aussi radicaux. Quelques uns veulent encore croire au charme suranné de partis qui se disent de « la gauche extrême » mais, mille fois hélas, ne sont pas plus en mesure que les autres de définir une politique (ça se passe ailleurs...) et se contentent de clamer des mots d'ordre aussi généreux que déphasés. La nostalgie ne fait pas une politique. Quoi qu'il en soit, de quelque côté qu'on se tourne, tous les « dirigeants » de tous les partis pensent d'abord à leur siège d'élus...

Donc quel espoir dans tout ça ? En rapport avec le texte de 2009 que j'ai déjà cité, une très agréable surprise dès les élections européennes : Europe Écologie. Voilà une association, non un parti, qui espère regrouper les bonnes volontés de tous ceux qui veulent lutter contre la corruption, pour la démocratie participative, les deux sont inséparables. Il n'y est pas question d'intriguer pour faire élire un chef suprême à la présidence de la république. Au contraire, il s'agit de faire appel à toutes les bonnes volontés, y compris de la société civile, du monde associatif, pour définir une écologie politique, non seulement continuer à lutter contre les OGM, les pollutions, etc... mais plus globalement pour réinventer une politique au service de la société. Il s'agit de définir ensemble cette politique contre les impératifs du profit (ces impératifs se passent bien de politique... la contrainte leur suffit). Il s'agit également d'exercer un soutien et un suivi de l'action des élus dans toutes les instances où ils siègent.

C'est, il faut le reconnaître, parfaitement intolérable dans le paysage « politique » traditionnel. Aussi entend-on parler des « verts », sous-entendu ce parti fantasque, du «

parti dirigé par M. Cohn Bendit » et autres qualificatifs qui ont pour but de gommer ce qui fait l'originalité de la démarche.

Espoir donc, à voir des idées que l'on juge fondamentales émerger sur la scène sociale. Et bien sûr un travail immense à accomplir. Il s'agit ici d'une ouverture sur un avenir à construire, sans attendre qu'un homme providentiel ne fasse fructifier sa fortune sur notre dos... Europe Écologie s'est affirmé au-delà de la divine surprise d'une élection trop souvent considérée comme marginale. Mais les résultats de dimanche dernier, s'ils permettent d'espérer aller plus loin, montrent bien la difficulté qui nous attend. Partout où la dignité humaine est mise à mal, dans les ghettos de riches comme dans ceux de pauvres, EE obtient des résultats d'autant plus modestes que le fascisme y triomphe. Un immense travail d'ouverture s'impose autant qu'une lutte, qui sera fatalement procédurière, contre la prévarication. De plus, ce rassemblement de bonnes volontés doit aussi se structurer. Non pas en parti de la Vème république avec son idéologie, ses chefs, ses dictats, mais en structure ouverte à la diversité et à la confrontation constructive. Et puis cela donne un sens plus global à la revendication d'autonomie régionale portée depuis de nombreuses années par les formations de R. & P. S. Il y a là un terrain à explorer.

Que de défis attendent les militants d'EE ! Une chose est sûre, ce n'est pas une de ses personnalités qui sera élue à la présidence de la république en 2012 ! Mais n'est-ce pas tant mieux ? En attendant, n'est-il pas alléchant de tenter le coup, d'apporter un air nouveau dans toutes ces instances élues qui sentent si fort le renfermé ?

Jean-Claude Latil, 15 mars 2010